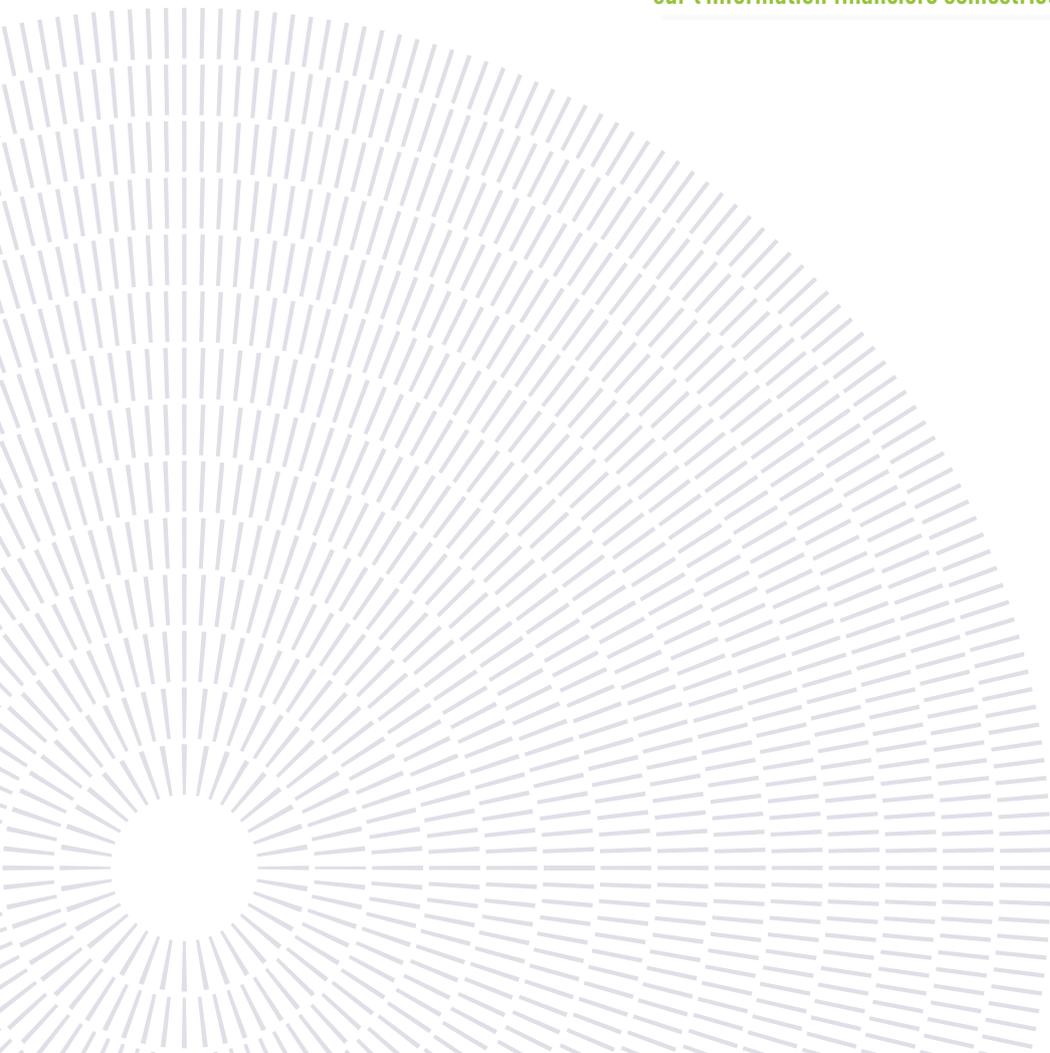


rapport
financier
semestriel
2017

sommaire

1	Message du Directeur Général	1
2	Chiffres clés du premier semestre 2017	3
3	Faits marquants – contrats 2017	4
4	Rapport semestriel d'activité	7
5	États financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2017	13
6	Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel	51
7	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	52



Message du Directeur Général



Le premier semestre 2017 a été marqué par une activité très soutenue pour toutes les équipes. Outre la poursuite de son développement sur ses différents marchés, le Groupe a franchi une étape majeure en signant un accord avec GE en vue d'acquérir GE Water & Process Technologies (GE Water), un des leaders mondiaux du traitement de l'eau industrielle. GE Water a réalisé un chiffre d'affaires de près de 2,1 milliards de dollars américains en 2016 et emploie environ 7 500 collaborateurs, incluant une force de vente de premier plan et des ingénieurs de haut niveau avec de fortes compétences notamment dans le digital.

Cette acquisition concrétise une des ambitions majeures de la stratégie de SUEZ déployée depuis 2013 : devenir un acteur incontournable du marché mondial de la gestion de la ressource tant pour les clients municipaux qu'industriels. Le marché de l'eau industrielle connaît une croissance moyenne d'environ 5 % par an, qui s'explique non seulement par le renforcement constant des réglementations, mais aussi par la volonté croissante des entreprises d'améliorer leur performance environnementale.

Dès sa finalisation, cette opération permettra au Groupe de disposer d'une plateforme unique de services en eau industrielle. Elle contribuera aussi à accélérer son développement hors d'Europe en proposant des services à haute valeur ajoutée tant en Amérique du Nord que dans les régions à forte croissance que sont l'Asie et l'Amérique Latine. Enfin elle l'inscrit dans la révolution digitale avec notamment une plateforme numérique utilisée par des milliers de clients au quotidien, mais aussi des logiciels et des solutions connectées, adaptées et prédictives.

L'alliance des expertises, des savoir-faire, des métiers, la complémentarité des talents et des offres seront à l'origine de nouvelles performances et sources de différenciation et d'innovation.

Le financement de cette opération a d'ores et déjà été mis en œuvre. Il comporte plusieurs volets : une augmentation de capital de 750 millions d'euros à laquelle ont participé les principaux actionnaires stratégiques de SUEZ, à savoir ENGIE, Criteria Caixa et le groupe Caltagirone ; une dette senior à hauteur de 1,2 milliard d'euros et une émission de titres super subordonnés à durée indéterminée pour 600 millions d'euros ; et un partenariat avec la Caisse de Dépôt et Placement du

Québec, qui détiendra en apportant 700 millions d'euros 30 % du capital de l'entité qui sera créée et constituée des actifs eau industrielle de GE Water et SUEZ.

Comme initialement anticipé, la finalisation de cette opération devrait intervenir au cours du troisième trimestre 2017, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires requises, notamment au sein de l'Union européenne et aux États-Unis, et des autres clauses suspensives habituelles, ainsi que de la consultation des instances représentatives du personnel compétentes.

En parallèle, SUEZ a poursuivi le développement de ses activités et affiche au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 7 526,1 millions d'euros, en hausse de + 1,0 %.

Si les activités Eau Europe, avec un chiffre d'affaires de 2 266,8 millions d'euros, ont enregistré des effets de périmètre négatifs liés à la cession d'OCEA Smart Building et de Bristol Water, elles ont, en revanche, bénéficié d'un effet change favorable lié à l'appréciation du peso chilien. L'inertie tarifaire induite par un contexte désinflationniste en Europe reste pénalisante pour cette division ; l'activité satisfaisante au Chili a partiellement compensé cet effet.

Le chiffre d'affaires des activités Recyclage et Valorisation Europe à 3 047,2 millions d'euros est en légère hausse par rapport au premier semestre 2016 et ce en dépit de l'effet négatif significatif de la baisse de la livre sterling contre l'euro. Par ailleurs, le prix des matières premières secondaires a eu un effet positif sur l'activité qui a été amoindri par la légère contraction des volumes traités de - 0,5 % sur le semestre.

À l'International, le Groupe a poursuivi le développement de ses activités dans la plupart des pays. Le chiffre d'affaires de la division atteint 1 937,6 millions d'euros, grâce notamment à la croissance soutenue de l'Australie et du Moyen Orient ; il a été ralenti par la fin de certains contrats de construction en 2016 n'ayant pas d'équivalent sur le semestre.

En matière de performance opérationnelle, l'EBITDA ⁽¹⁾ s'établit à 1 268,2 millions d'euros en baisse de 0,2 % par rapport à 2016 du fait d'effets périmètres négatifs, notamment liés à la cession de Bristol Water au Royaume-Uni et à l'impact de la finalisation des opérations de prise de participation dans Derun Environment sans équivalent en 2017 (- 36 millions d'euros).

(1) Résultat brut d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe, mais avant la prise en compte de l'impact net d'IFRIC 21.

1 Message du Directeur Général

L'EBIT ⁽²⁾ à 594,4 millions d'euros présente une baisse de 0,6 % par rapport au premier semestre 2016 ; sa décroissance s'explique par celle de l'EBITDA.

La dette financière nette s'établit, quant à elle, à 6 942,1 millions d'euros, en baisse sensible par rapport à celle de fin décembre 2016 (8 041,5 millions d'euros) du fait de la mise en place de la nouvelle dette hybride de 600 millions et de l'augmentation de capital de 750 millions pour le financement de l'acquisition de GE Water. La variation du besoin de fonds de roulement est de - 256 millions d'euros. Le ratio Dette nette sur EBITDA s'établit à 2,6 contre 3,2 au 30 juin 2016.

SUEZ bénéficie de positions solides et d'un modèle de développement robuste. Avec un portefeuille d'actifs équilibré, et des activités dans l'eau et les déchets portées par des moteurs de croissance forts, le Groupe met en œuvre les mesures nécessaires à la préservation de sa solidité financière et de sa croissance future ; SUEZ est à présent, pleinement mobilisé pour préparer l'intégration de GE Water et construire, ensemble, le Groupe de service aux industriels et aux collectivités locales le plus performant et le plus innovant.

(2) Résultat opérationnel courant y compris la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe, mais avant la prise en compte de l'impact net d'IFRIC 21.

Chiffres clés du premier semestre 2017

2

Le tableau ci-dessous présente des extraits des comptes de résultat, des états de situations financières et des états des flux de trésorerie des comptes consolidés condensés pour les clôtures semestrielles des 30 juin 2017 et 30 juin 2016.

Les informations financières ci-dessous doivent être lues conjointement avec les comptes consolidés semestriels condensés et le Rapport semestriel d'activité figurant ci-après.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	7 526	7 455
EBITDA ^(a)	1 268	1 271
Résultat net part du Groupe	45	174
Cash-flow libre ^(b)	191	179
Dette financière nette	6 942	8 042
	<i>au 30 juin 2017</i>	<i>au 31 décembre 2016</i>

^(a) L'indicateur EBITDA est présenté hors impact IFRIC 21.

^(b) Avant cessions et investissements de développement.

3 Faits marquants – contrats 2017

Janvier 2017

États-Unis : SUEZ accélère la digitalisation de ses activités de Recyclage et Valorisation en entrant au capital de Rubicon Global en participant à une levée de fonds de 50 millions de dollars américains. La technologie développée par la société Rubicon permet aux entreprises et collectivités d'optimiser leur chaîne de gestion des déchets, en identifiant les axes d'amélioration et sources d'économie, mais aussi de développer de nouvelles méthodes innovantes pour réduire, valoriser et recycler leurs déchets. Ce partenariat stratégique permettra

de déployer des solutions innovantes et performantes sur les marchés américain et européen.

France : En partenariat avec TerraCycle et SUEZ, Head & Shoulders de P&G crée le premier flacon de shampoing au monde recyclable et fabriqué à partir de plastique collecté sur les plages. D'ici 2018, 500 millions de bouteilles de soins capillaires P&G seront fabriquées chaque année à partir de plastique recyclé.

Février 2017

Chine : SUEZ a remporté le contrat d'optimisation de la performance des systèmes d'assainissement du nouvel éco-quartier de Yuelai à Chongqing. Pour la première fois en Chine le Groupe déploiera AQUADVANCED® Assainissement, une solution

numérique permettant aux autorités locales de contrôler en temps réel leurs réseaux d'assainissement, limiter les risques d'inondations et maîtriser la qualité des rejets dans le milieu naturel.

Mars 2017

États-Unis : SUEZ, aux côtés de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec, a conclu un accord engageant pour le rachat de GE Water & Process Technologies (GE Water) à General Electric Company pour une valeur de 3,2 milliards d'euros dans le cadre d'une opération en numéraire. Cette transaction, qui a reçu l'approbation à l'unanimité du Conseil d'Administration de SUEZ, rapproche deux acteurs complémentaires du secteur de l'eau couvrant l'intégralité de la chaîne de valeur. Avec cette opération, SUEZ affirme son leadership mondial dans les services de l'eau industrielle, marché en croissance et stratégique pour le Groupe et renforce sa présence hors d'Europe, notamment aux USA.

Chine : SUEZ débute l'exploitation de la troisième ligne de l'unité de valorisation énergétique des déchets dangereux du parc industriel de Shanghai et inaugure un centre de R&D pour soutenir son développement sur le marché en pleine croissance des déchets dangereux en Chine. Cette installation permettra le traitement de 120 000 tonnes annuelles de déchets dangereux provenant des 800 entreprises présentes sur le site industriel et dans la région de Shanghai.

France : Après l'annonce du projet d'acquisition de GE Water aux côtés de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec, SUEZ a réalisé avec succès le placement d'une dette senior non garantie d'un montant de 1,2 milliard d'euros, dont 500 millions d'euros à échéance 2025 assortis d'un coupon annuel fixe de 1,00 % et 700 millions d'euros à échéance 2029 assortis d'un coupon annuel fixe de 1,50 %.

France : SUEZ développe la collecte et le transport fluvial des déchets en milieu urbain. À Bordeaux, la Métropole et SUEZ ont mené un test de collecte par barge des déchets ultimes, des déchets valorisables et du verre ; en Ile-de-France, SUEZ développe l'affrètement et le transport fluvial de déchets, notamment les déchets du BTP, les déchets ménagers ou les déchets industriels non dangereux.

Europe : SUEZ renforce ses positions dans la production d'énergie renouvelable avec la mise en service de quatre nouvelles unités de valorisation énergétique en Europe. Trois au Royaume-Uni : Merseyside Waste Disposal Authority – un contrat de 30 ans pour un chiffre d'affaires cumulé de 1,4 milliard

d'euros, West London Waste Authority – un contrat de 25 ans pour un chiffre d'affaires cumulé de 1 milliard d'euros, Cornwall Council – un contrat de 30 ans pour un chiffre d'affaires cumulé de 1,4 milliard d'euros, y compris la gestion des déchets pour le compte de tiers et la vente de l'électricité ; et une en Pologne : Poznan – un contrat de 25 ans pour un chiffre d'affaires cumulé de 850 millions d'euros. Ces unités permettront de traiter près de 1,2 million de tonnes de déchets résiduels supplémentaires.

France : Le Syndicat Mixte pour la Gestion du Service des Eaux de Versailles et Saint-Cloud et SUEZ inaugurent à Louveciennes

une usine de décarbonatation. Cette usine est capable de traiter jusqu'à 105 000 m³ d'eau adoucie par jour et d'éliminer environ 50 % du calcaire en excès présent dans l'eau.

Pays-Bas : SUEZ prend en charge la dépollution et la réhabilitation du quartier Amstelkwartier situé dans l'est de la ville d'Amsterdam, qui accueillera des projets immobiliers ambitieux, commerces et bureaux. Ce projet de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires global est planifié sur deux ans jusqu'en décembre 2018.

Avril 2017

France : SUEZ place avec succès 600 millions d'euros d'obligations hybrides (titres super subordonnés à durée indéterminée) destinées au financement de l'acquisition de GE Water assorties d'un coupon initial fixe de 2,875 %.

Mai 2017

France : SUEZ et L'Oréal ont signé un protocole d'accord portant sur l'amélioration continue de la performance environnementale et l'optimisation de la gestion des ressources sur l'ensemble de la chaîne de valeur du Groupe. Ce partenariat, conclu pour une durée initiale de trois ans, renouvelable à terme, concerne l'ensemble des sites industriels, administratifs et de recherche de L'Oréal, en France et à l'international.

France : SUEZ renouvelle le contrat de collecte de déchets ménagers, des encombrants et des bornes d'apport volontaire de Rennes Métropole, pour une durée de six ans et un chiffre d'affaires cumulé de 79,5 millions d'euros. Ce contrat intégrera notamment des camions intelligents dits « smart trucks » permettant à la métropole rennaise de garantir aux habitants un service de qualité et de réduire les nuisances.

États-Unis : SUEZ prend une participation dans la start-up Optimatics et renforce son offre de solutions digitales innovantes pour la performance des réseaux d'eau. Créée en Australie et basée aux États-Unis, Optimatics connaît une forte croissance grâce à la commercialisation de sa technologie digitale OptimizerTM qui permet de déterminer le meilleur scénario pour optimiser la conception des réseaux d'eau potable et d'assainissement.

Panama : Le Ministère de la Santé de la République du Panama a sélectionné SUEZ pour un contrat d'un montant d'environ

195 millions d'euros portant sur la réalisation de l'extension de la station d'épuration de « Juan Diaz » puis son exploitation. Le nouveau contrat permettra de doubler la capacité de cette station pour atteindre 475 000 m³/jour. Après une phase de construction de trois ans, SUEZ assurera l'exploitation de l'usine pendant huit ans.

France : SUEZ a réalisé avec succès une augmentation de capital pour financer une partie du prix d'acquisition de GE Water. Le montant final brut de l'augmentation de capital (prime d'émission incluse) s'élève à 750 millions d'euros et se traduit par l'émission de 47 468 354 actions nouvelles, soit 8,4 % du capital existant de la Société.

France : SUEZ a présenté sa Feuille de Route Développement Durable 2017-2021 composée de quatre priorités et de 17 engagements. Cette nouvelle Feuille de Route fixe des objectifs encore plus ambitieux, notamment sur la santé et la sécurité des collaborateurs, la valorisation matière et énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle intègre aussi des sujets émergents en proposant des plans d'actions pour mieux maîtriser les enjeux liés à la globalisation, tels que le respect des Droits humains et pour favoriser les modes de travail collaboratifs. La nouvelle feuille de route, véritable levier de transformation du Groupe est un outil de pilotage pour atteindre les objectifs fixés à horizon 2021.

Juin 2017

Australie : SUEZ remporte le contrat de collecte des déchets de Brisbane (Queensland), pour une durée de 16 ans et un chiffre d'affaires cumulé de 600 millions d'euros. Le Groupe mettra à disposition une flotte de 150 véhicules équipés d'une technologie informatique innovante. Présent à Brisbane depuis 33 ans, SUEZ continuera d'accompagner la ville et ses 1,2 million d'habitants dans la gestion durable de leurs déchets.

Le Groupe obtient par ailleurs le contrat de collecte et de valorisation des déchets de la ville de Parramatta, située au sein de la région métropolitaine de Sydney (Nouvelle-Galles du Sud), pour une durée de 7 ans et assurera la collecte des déchets ménagers, recyclables, verts et solides des 230 000 résidents de Parramatta.

3 Faits marquants – contrats 2017

France : SUEZ a lancé « Organix® », la première place de marché digitale pour les déchets organiques. Cette plateforme innovante permet de mettre en relation les producteurs de déchets organiques et les exploitants de méthaniseurs qui transforment ces déchets en énergie. Disponible sur les régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire, Organix® couvrira d'ici la fin de l'année l'intégralité du territoire national et sera progressivement enrichie de nouvelles fonctionnalités.

Chine : SUEZ a signé un accord avec China Aviation International Base Development Co, Ltd pour le recyclage des eaux usées issues de l'activité d'électroplacage (galvanoplastie/ électrodéposition) de Xi'an Yanliang National Hi-Tech Aviation Industrial Base pour une durée de 30 ans et un chiffre d'affaires cumulé de 143 millions d'euros.

Cameroun : SUEZ a remporté le contrat de modernisation et d'extension de la station de traitement des effluents de la Société Nationale de Raffinage située à Limbé pour un montant

de près de 23 millions d'euros, dont 6,5 millions d'euros pour SUEZ.

France : SUEZ a signé deux contrats avec la commune de Seignosse pour la distribution de l'eau potable et la gestion de l'assainissement pendant 18 ans pour un chiffre d'affaires de 36 millions d'euros. Les contrats prévoient également un plan de rénovation des infrastructures d'eau potable et l'extension de la station d'épuration.

Roumanie : SUEZ a gagné un contrat de construction de deux incinérateurs de boues à Bucarest pour un chiffre d'affaires global de 45 millions d'euros, sur une durée de trois ans.

États-Unis : SUEZ va assurer le traitement physico-chimique des eaux usées des deux centrales électriques au charbon du Kentucky pour un chiffre d'affaires cumulé de 20 millions de dollars américains.

Rapport semestriel d'activité 4

L'activité de SUEZ au cours du premier semestre 2017 est en légère croissance, portée par l'amélioration de la division Recyclage & Valorisation Europe.

La performance opérationnelle apparaît en légère baisse par rapport à celle de 2016 du fait d'effets périmètres négatifs, notamment liés à la cession de Bristol Water au Royaume-Uni et à la non-réurrence de l'impact de la finalisation des opérations de prise de contrôle dans Derun Environment (- 36 millions d'euros). En effet, l'**EBITDA** ⁽¹⁾ est en léger retrait de 0,2 %. L'**EBIT** ⁽¹⁾ recule quant à lui de 0,6 %.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 44,6 millions d'euros comparé à 174,0 millions en 2016. Cette variation significative s'explique notamment par une hausse des charges de restructuration liée à la comptabilisation des coûts de mise en œuvre du plan de départ volontaire dans les fonctions supports en France et par une augmentation significative de la charge fiscale par rapport à 2016 qui avait bénéficié des effets de l'extension du périmètre du groupe d'intégration fiscale australien.

Le **cash-flow libre** avant cessions et investissements de développement s'élève à 191 millions d'euros, en progression par rapport au cash-flow libre du premier semestre 2016 qui s'établissait à 179 millions d'euros.

La **dette financière nette** s'élève à 6 942,1 millions d'euros au 30 juin 2017, en nette baisse par rapport au 31 décembre 2016 (8 041,5 millions d'euros). Le paiement en numéraire de l'ensemble des dividendes au cours du premier semestre pour 577 millions d'euros et la saisonnalité du besoin en fonds de roulement (- 256 millions d'euros) ont en effet été plus que compensés par la mise en place de la nouvelle dette hybride de 600 millions et par l'augmentation de capital de 750 millions destinés au financement de l'acquisition de GE Water.

Événements importants du premier semestre 2017

Renforcement des positions du Groupe dans l'eau industrielle avec l'acquisition de GE Water

Le 8 mars 2017, SUEZ a signé un accord, aux côtés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), pour le rachat de GE Water & Process Technologies (GE Water) à General Electric Company pour une valeur de 3,2 milliards d'euros dans le cadre d'une opération en numéraire.

GE Water est un leader mondial de la gestion et du traitement de l'eau industrielle. GE Water, qui emploie 7 500 employés, a réalisé un chiffre d'affaires de près de 2,1 milliards de dollars américains (environ 1,9 milliard d'euros) en 2016.

Le financement de l'opération sera réalisé *via* :

- ▶ le placement de deux emprunts obligataires pour un total de 1,2 milliard d'euros ;
- ▶ le placement de titres super subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 600 millions d'euros ;
- ▶ une augmentation de capital de 750 millions d'euros.

À l'issue de cette opération, SUEZ détiendra 70 % du nouvel ensemble et consolidera par intégration globale GE Water à la date de finalisation de l'acquisition. La finalisation de cette opération devrait avoir lieu au cours du troisième trimestre 2017.

(1) Après prise en compte de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe et hors impact IFRIC 21.

Financement de l'acquisition de GE Water

► Nouvelles émissions obligataires

Le 27 mars 2017, SUEZ a lancé le placement de deux emprunts obligataires pour un montant de 1,2 milliard d'euros :

- 500 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2025 portant un coupon annuel fixe de 1,00 % ;
- 700 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2029 portant un coupon annuel fixe de 1,50 %.

► Nouvelle émission de titres super subordonnés

Le 19 avril 2017, SUEZ a réalisé le placement de titres super subordonnés à durée indéterminée (obligations hybrides) pour un montant de 600 millions d'euros avec un coupon initial fixe de 2,875 %, révisé pour la première fois sept ans après l'émission sur la base du taux de swap à cinq ans, puis tous les cinq ans.

À la suite de cette émission, l'encours d'obligations hybrides du Groupe atteint 1,6 milliard d'euros au 30 juin 2017.

► Augmentation de capital

Le 24 mai 2017, SUEZ a réalisé une augmentation de capital de 750 millions d'euros sans droit préférentiel de souscription, avec un délai de priorité de trois jours. Cette opération a bénéficié du soutien de ses trois principaux actionnaires ENGIE, Criteria Caixa et le groupe Caltagirone représentant au total environ 42 % du montant (soit environ 314 millions d'euros).

L'opération a conduit à la création de 47,5 millions d'actions nouvelles de 4 euros de valeur nominale, émises à un prix unitaire de 15,80 euros.

Cession de la Torre Agbar

Le 12 janvier 2017, SUEZ a cédé la Torre Agbar au groupe immobilier espagnol Merlin pour 142 millions d'euros.

Cet actif et le passif de location-financement correspondant avaient été reclassés en « actif et passif destinés à être cédé » conformément à la norme IFRS 5 en décembre 2016.

Plan de transformation du Groupe

SUEZ a initié un plan de transformation des fonctions supports en France fin 2016. En janvier 2017, SUEZ a mis en place un plan de départ volontaire, qui s'inscrit dans ce plan de transformation, pour une période de volontariat courant d'avril à juillet 2017.

Ce plan de départ volontaire a généré la comptabilisation d'une charge de restructuration pour un montant de - 56,2 millions d'euros au 30 juin 2017.

4.1 Évolution de l'activité et du résultat des opérations

Au premier semestre 2017, SUEZ a enregistré un **chiffre d'affaires** de 7 526 millions d'euros en croissance de + 1,0 %. Cette hausse de + 71 millions d'euros se décompose comme suit :

- une croissance organique de + 64 millions d'euros. La division Eau Europe se stabilise (+ 17 millions d'euros, soit + 0,8 %), pénalisée par l'absence d'inflation. L'amélioration tendancielle de la division Recyclage & Valorisation Europe (+ 81 millions d'euros, soit + 2,7 %) est accentuée par le rebond des prix des matières premières. Enfin, la division International (- 5 millions d'euros, soit - 0,3 %) affiche une progression hétérogène selon les zones géographiques, accentuée par une diminution de la part des activités de construction ;

- des effets de périmètre négatifs de - 23 millions d'euros correspondant essentiellement aux cessions de OCEA Smart Building en France, de Bristol Water au Royaume-Uni et des activités de Recyclage et Valorisation en Finlande qui ont été en partie compensées par l'entrée en consolidation de PerthWaste en Australie ;
- des effets de change favorables pour + 29 millions d'euros, dus principalement au dollar australien (+ 29 millions d'euros), au peso chilien (+ 27 millions d'euros) et au dollar américain (+ 16 millions d'euros) et ce malgré un effet défavorable lié à la livre sterling (- 52 millions d'euros).

L'**EBITDA** est en baisse de - 3 millions d'euros à 1 268 millions d'euros, soit - 0,2 %, résultant des variations suivantes :

- ▶ une croissance organique de + 2 millions d'euros soit + 0,2 % ; la progression des divisions Recyclage & Valorisation Europe (+ 13 millions d'euros, soit + 3,8 %) et Autres (+ 7 millions d'euros) a été compensée par le retrait de Eau Europe (- 6 millions d'euros, soit - 1,0 %) et de la division International (- 13 millions d'euros, - 3,2 %) ;
- ▶ des effets de périmètre négatifs de - 23 millions d'euros, liés principalement à la cession de la participation minoritaire dans Bristol Water au Royaume-Uni et la non-récurrence de l'impact de 36 millions d'euros en 2016 lié à la finalisation de l'opération ayant permis fin 2015 à Suyu de prendre une participation de 25,1 % dans Derun Environment ; par ailleurs, des effets de périmètres positifs ont été enregistrés suite à l'augmentation de la participation dans Acea au deuxième semestre 2016 et à la prise de contrôle de l'ensemble des activités eau exercées par le Groupe en Chine ;
- ▶ des effets de change favorables pour + 18 millions d'euros.

L'**EBIT** s'élève à 594 millions d'euros, en baisse de - 4 millions d'euros (- 0,6 %) par rapport au premier semestre 2016 ; sa décroissance est avant tout le reflet de l'évolution de l'**EBITDA**.

Il comprend un effet périmètre négatif de - 25 millions d'euros, soit - 4,1 %. La croissance organique ressort à + 1,4 %.

Le **résultat des activités opérationnelles (RAO)** après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe s'élève à 488 millions d'euros à comparer à 525 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 37 millions d'euros. Cette variation s'explique notamment par une augmentation des coûts de restructuration (+ 67 millions d'euros) liés à la comptabilisation des coûts de mise en œuvre du plan de départ volontaire dans les fonctions supports en France (56,2 millions d'euros).

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 45 millions d'euros, comparé à 174 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette variation s'explique principalement par l'évolution du RAO, et l'augmentation de la charge fiscale par rapport à l'an passé qui avait bénéficié de l'extension du périmètre du groupe d'intégration fiscale australien.

Le **résultat par action** ressort à 0,05 euro sur le premier semestre 2017 contre 0,30 euro par action au premier semestre 2016.

4.2 Évolution des secteurs opérationnels

Le **chiffre d'affaires** du premier semestre 2017 s'élève à 7 526 millions d'euros en hausse de + 1,0 % par rapport à 2016. L'effet change est positif pour + 0,4 % (+ 29 millions d'euros). L'effet périmètre ressort à - 0,3 % (- 23 millions d'euros). Il en résulte une croissance organique du Groupe de + 0,9 %, soit + 64 millions d'euros, qui se décompose par division de la façon suivante :

Eau Europe affiche une légère croissance de son chiffre d'affaires à + 0,8 % (+ 17 millions d'euros) due à :

- ▶ une décroissance organique de - 0,3 % pour Eau France (- 3 millions d'euros) et de - 1,4 % pour l'Espagne (- 10 millions d'euros) résultant principalement de l'inertie tarifaire induite par un contexte de faible inflation ;
- ▶ une croissance organique de + 8,4 % en Amérique Latine (+ 31 millions d'euros) grâce à des tarifs en légère progression et des volumes en forte augmentation comparée à une base défavorable en 2016 au Chili.

La division **Recyclage & Valorisation Europe** est en croissance organique de + 2,7 % (+ 81 millions d'euros) qui s'explique principalement par le rebond des prix de certaines matières premières secondaires sur le semestre, essentiellement le métal recyclé (+ 37 %) et le papier (+ 17 %). Par zone géographique, la variation organique est de + 4,6 % en France, + 2,7 % en Suède, + 2,8 % dans la zone Benelux/Allemagne

et de - 3,2 % au Royaume-Uni à cause d'un effet construction défavorable.

L'**International** affiche une variation organique de - 0,3 % (- 5 millions d'euros), résultant des tendances suivantes :

- ▶ décroissance en Amérique du Nord (- 6,3 %, - 29 millions d'euros), en raison principalement de la fin des contrats d'Indianapolis et de Jackson aux États-Unis et de la baisse des volumes d'eau vendus suite à une météorologie défavorable ;
- ▶ progression en Australie (+ 0,7 %, + 3 millions d'euros), tirée en partie par la hausse des volumes traités (+ 6 %) ;
- ▶ forte croissance de la zone Afrique/Moyen-Orient/Inde (+ 8,1 %, + 42 millions d'euros), grâce à la contribution du contrat de construction de Barka (Oman) et de la hausse des prix de l'électricité au Maroc ;
- ▶ décroissance en Asie (- 13,7 %, - 34 millions d'euros), due à la fin d'importants contrats de construction l'an passé, et notamment celui de Huai Feng, restés sans équivalent en 2017 ;
- ▶ dynamisme de la zone Italie et Europe Centrale (+ 7,2 %, + 13 millions d'euros), avec la mise en service de l'unité de valorisation énergétique de Poznan (Pologne) et l'impact positif résultant de conditions météorologiques favorables.

4

Rapport semestriel d'activité

Autres éléments du compte de résultat

L'**EBITDA** s'établit à 1 268 millions d'euros, en variation organique de + 0,2 % (+ 2 millions d'euros) qui se décompose comme suit :

- ▶ **Eau Europe** est en décroissance organique de - 1,0 % (- 6 millions d'euros) principalement expliquée par l'impact de l'inertie tarifaire induite par un contexte faiblement inflationniste en Europe ; et ce en dépit de volumes mieux orientés que la tendance à moyen terme ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation Europe** affiche une hausse de + 3,8 % (+ 13 millions d'euros), qui s'explique principalement par l'effet de la hausse des prix de certaines matières premières secondaires ;

- ▶ à l'**International**, l'**EBITDA** est en retrait de - 3,2 % (- 13 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2016 dû au paiement de pénalités provisionnées en 2016 relatives à un contrat de construction.

L'**EBIT** s'établit à 594 millions d'euros, en variation organique de + 1,4 % (+ 8 millions d'euros) qui se décompose comme suit :

- ▶ **Eau Europe** est en décroissance organique de - 4,2 % (- 11 millions d'euros) ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation Europe** est en croissance de + 7,7 % (+ 10 millions d'euros) ;
- ▶ à l'**International**, l'**EBIT** est en augmentation de + 3,5 % (+ 10 millions d'euros).

4.3 Autres éléments du compte de résultat

Le **résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe** s'élève à 488 millions d'euros au 30 juin 2017. Il s'explique par l'**EBIT** de 594 millions d'euros, auxquels s'ajoutent - 64 millions d'euros d'éléments exceptionnels nets et - 42 millions d'euros d'impact lié à l'application de l'interprétation IFRIC 21. Les éléments exceptionnels comprennent notamment - 56 millions d'euros de charges pour restructuration liées à la mise en place de plans de départ volontaire dans les fonctions supports en France.

Le **résultat financier** au 30 juin 2017 s'élève à - 217 millions d'euros contre - 209 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette hausse s'explique notamment par le coût de portage de la dette senior émise pour 1,2 milliard d'euros au cours du semestre en vue du financement de l'acquisition de GE Water. Le coût moyen de la dette brute a continué à s'améliorer passant de 2,97 % au 30 juin 2016 à 2,92 % au 30 juin 2017 (le coût

moyen de la dette nette étant de 4,03 % en 2017 contre 3,78 % au premier semestre 2016).

L'**impôt sur les bénéfices** est en hausse de 49 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016. La charge fiscale supportée au premier semestre 2016 avait bénéficié des effets de l'extension du périmètre du groupe d'intégration fiscale australien. Le taux effectif d'impôt s'établit à 66,5 % et s'explique principalement par l'écrêtement des impôts différés aux bornes des périmètres d'intégration fiscale espagnole et française.

Le **résultat net des participations ne donnant pas le contrôle** s'établit à + 121 millions d'euros, en hausse de 37 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, en raison de l'évolution de la méthode de consolidation de SUEZ NWS Ltd (ex-Sino French Holdings) en Chine, de l'évolution du résultat net des sociétés, et de l'effet de change lié à l'évolution du peso chilien.

4.4 Financement

Flux issus des activités opérationnelles

La **marge brute d'autofinancement** avant charges financières et impôt (MBAO) s'élève à 967 millions d'euros au 30 juin 2017 comparée à 977 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette variation s'explique principalement par l'évolution de l'**EBITDA**, hors quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence qui représente une diminution de - 13 millions d'euros.

Le **besoin en fonds de roulement (BFR)** a un impact négatif de - 256 millions d'euros sur le premier semestre 2017 contre - 284 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

Au total, les flux des activités opérationnelles dégagent un excédent de trésorerie de + 617 millions d'euros sur le premier semestre 2017, en baisse de - 16 millions d'euros par rapport au 30 juin 2016, due notamment aux effets décrits ci-dessus cumulés à la hausse des impôts décaissés qui atteignent 94 millions d'euros (contre 59 millions d'euros en 2016).

Flux issus des activités d'investissement

Les flux des activités d'investissement intègrent notamment :

- ▶ des investissements de maintenance pour 253 millions d'euros, soit 3,4 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe ;
- ▶ des investissements de développement pour 234 millions d'euros ;
- ▶ des investissements financiers pour 44 millions d'euros, liés à plusieurs opérations d'acquisitions de taille relativement modeste ;

- ▶ des cessions pour 197 millions d'euros, dont la vente de la Torre Agbar en Espagne.

Au total, les flux des activités d'investissement génèrent ainsi un besoin de trésorerie de - 321 millions d'euros, contre - 647 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

Flux issus des activités de financement

Le montant des dividendes versés en numéraire s'élève à 577 millions d'euros (y compris la taxe de 3 % sur les distributions de dividendes et les coupons sur les obligations hybrides) au 30 juin 2017.

Au total, les flux des activités de financement génèrent un excédent de trésorerie de + 939 millions d'euros sur les six

premiers mois de l'exercice 2017 contre + 132 millions d'euros en 2016. Cet excédent inclut également les impacts en trésorerie de la mise en place de la nouvelle dette hybride de 600 millions d'euros et de l'augmentation de capital de 750 millions d'euros dans le cadre du financement de l'acquisition de GE Water.

Endettement net au 30 juin 2017

L'endettement net au 30 juin 2017 s'élève à 6 942 millions d'euros, contre 8 042 millions d'euros à fin décembre 2016. Cette variation s'explique principalement par :

- ▶ le versement des dividendes sur le premier semestre 2017 pour - 577 millions d'euros ;
- ▶ la variation du besoin en fonds de roulement pour - 256 millions d'euros, traduction de l'effet de saisonnalité traditionnellement défavorable au cours du premier semestre ;

- ▶ la mise en place de la nouvelle dette hybride de 600 millions d'euros et de l'augmentation de capital de 750 millions d'euros dans le cadre du financement de l'acquisition de GE Water.

Au 30 juin 2017, le Groupe disposait de facilités de crédit autorisées et non tirées pour un montant total de 2 827 millions d'euros dont 165 millions viennent en garantie des billets de trésorerie.

4.5 Autres postes de l'état de situation financière

Les **immobilisations incorporelles nettes** et **goodwills** s'établissent à 7 612 millions d'euros, soit une baisse de 258 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016 résultant principalement des variations de périmètre de la période pour - 5 millions d'euros, des acquisitions pour 143 millions d'euros, des effets change (- 188 millions d'euros) et des amortissements et pertes de valeur de la période (- 210 millions d'euros).

Les **immobilisations corporelles nettes** s'élèvent à 7 774 millions d'euros, contre 8 280 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une baisse de 506 millions d'euros, résultant principalement des acquisitions pour 281 millions

d'euros, des effets de change (- 410 millions d'euros), des amortissements et pertes de valeur de la période (- 346 millions d'euros).

Les **participations dans les coentreprises** sont en hausse de 64 millions d'euros et de 21 millions dans **les entreprises associées**.

Les **capitaux propres totaux** s'établissent à 7 958 millions d'euros, en hausse de 592 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016 principalement du fait de l'augmentation de capital, de l'émission de titres super subordonnés et des dividendes distribués.

4

Rapport semestriel d'activité

Transactions avec des parties liées

Les **provisions** sont en baisse au 30 juin 2017 de - 44 millions d'euros et s'élèvent à 2 036 millions d'euros, contre 2 080 millions d'euros au 31 décembre 2016. Cette baisse résulte principalement des variations des pertes et gains actuariels pour - 12 millions d'euros enregistrées sur les provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres

avantages long terme, et de la diminution des provisions pour risques fiscaux, autres litiges et réclamations, pour - 35 millions d'euros, notamment en Espagne.

Les **impôts différés** représentent un actif net de 123 millions d'euros, contre 129 millions d'euros au 31 décembre 2016.

4.6 Transactions avec des parties liées

La Note 14 aux états financiers consolidés semestriels condensés ci-après détaille les opérations significatives avec les parties liées. Ces transactions sont essentiellement avec ENGIE (principalement dans le cadre du contrat synthétique argentin).

4.7 Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Le chapitre « Facteurs de risques » (chapitre 4) du Document de Référence 2016 de SUEZ contient une description détaillée des facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé. Il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce document.

4.8 Perspectives 2017

Face d'une part, aux incertitudes politiques et économiques croissantes, et d'autre part, à la rapide transformation de ses deux métiers liés aux implications de la révolution de la ressource et de la révolution digitale, SUEZ a engagé un vaste plan de transformation. Celui-ci permettra à SUEZ d'accélérer sa croissance future dans les géographies et les segments de marchés les plus porteurs, tout en préservant sa rentabilité immédiate. SUEZ entend en 2017, assurer une croissance de ses activités et continue à accorder la priorité au maintien de sa solidité financière et bilancière.

SUEZ a ainsi pour objectifs ⁽¹⁾ en 2017, hors effets de l'acquisition de GE Water :

- ▶ chiffre d'affaires et EBIT en légère croissance organique ;
- ▶ maintien du ratio Dette Financière Nette/EBITDA aux alentours de trois fois ;

- ▶ génération d'environ 1 milliard d'euros de cash-flow libre ;
- ▶ poursuite d'une politique de dividende attractive : versement d'un dividende supérieur ou égal à 0,65 euro par action au titre du résultat 2017 ⁽²⁾.

À moyen terme, SUEZ est confiant dans son avenir, compte tenu de ses nombreux atouts pour répondre à une forte demande dans le monde entier, de services environnementaux, de nouvelles solutions de gestion des cycles de l'eau et des déchets. SUEZ se transforme ainsi en un groupe intégré de services, tout en respectant ses engagements en matière de développement durable.

Le programme d'économies de coûts s'élèvera à 150 millions d'euros en 2017 ; s'y ajouteront les effets positifs de la restructuration des fonctions supports qui s'élèvent à 40 millions d'euros en année pleine.

(1) Sous l'hypothèse d'une stabilité de la production industrielle en Europe et des prix des matières premières.

(2) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale.

États financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2017

5

5.1 États de situations financières consolidés

(en millions d'euros)

	Note	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	6	4 105,3	4 223,0
Goodwill	6	3 507,1	3 646,9
Immobilisations corporelles nettes	6	7 774,3	8 279,8
Titres disponibles à la vente	8.1	138,4	138,3
Prêts et créances au coût amorti	8.1	700,4	739,9
Instruments financiers dérivés	8.4	137,4	198,2
Participations dans les coentreprises	7.1	980,1	915,7
Participations dans les entreprises associées	7.2	1 001,9	980,8
Autres actifs		285,0	292,2
Impôts différés Actif	4.4	724,4	783,1
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		19 354,3	20 197,9
Actifs courants			
Prêts et créances au coût amorti	8.1	171,4	139,4
Instruments financiers dérivés	8.4	76,9	31,2
Clients et autres débiteurs	8.1	4 368,8	4 041,4
Stocks		285,6	262,7
Autres actifs		1 526,5	1 492,6
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	8.1	59,2	62,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	4 114,9	2 924,7
TOTAL ACTIFS COURANTS		10 603,3	8 954,3
Actifs classés comme détenus en vue de la vente ^(a)		-	131,8
TOTAL ACTIF		29 957,6	29 284,0
Capitaux propres part du Groupe		6 173,8	5 495,9
Participations ne donnant pas le contrôle	10	1 783,8	1 869,9
TOTAL CAPITAUX PROPRES		7 957,6	7 365,8
Passifs non courants			
Provisions	11	1 534,1	1 573,7
Dettes financières	8.3	9 564,3	8 665,5
Instruments financiers dérivés	8.4	26,4	45,6
Autres passifs financiers	8.2	47,4	10,4
Autres passifs		924,6	931,1
Impôts différés Passif	4.4	601,5	654,5
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		12 698,3	11 880,8
Passifs courants			
Provisions	11	501,9	505,8
Dettes financières	8.3	1 722,0	2 499,8
Instruments financiers dérivés	8.4	195,0	62,8
Fournisseurs et autres créanciers	8.2	2 840,7	3 063,6
Autres passifs		4 042,1	3 812,9
TOTAL PASSIFS COURANTS		9 301,7	9 944,9
Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente ^(a)		-	92,5
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		29 957,6	29 284,0

(a) Correspondait à la Torre Agbar à Barcelone et au passif directement lié. La Torre Agbar a été vendue le 12 janvier 2017 (voir Note 2.5 du présent document et Note 27 du Document de Référence 2016)

N.B.: Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

5.2 Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	3.2	7 526,1	7 455,1
Achats		(1 522,4)	(1 476,6)
Charges de personnel		(1 975,0)	(1 998,5)
Amortissements, dépréciations et provisions		(545,4)	(535,4)
Autres charges opérationnelles		(3 188,4)	(3 093,9)
Autres produits opérationnels		145,2	105,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4.2	440,1	455,7
Mtm sur instruments financiers à caractère opérationnel		13,9	(1,2)
Perte de valeurs sur actifs corporels, incorporels et financiers		(6,5)	(16,2)
Restructurations		(86,4)	(19,3)
Effets de périmètre		(1,8)	2,9
Autres résultats de cessions		16,8	6,4
Frais liés au changement de marque et d'identité visuelle		-	(6,5)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	4.2	376,1	421,8
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		112,2	102,7
<i>Dont quote-part de résultat net des coentreprises</i>	7.1	44,3	61,8
<i>Dont quote-part de résultat net des entreprises associées</i>	7.2	67,9	40,9
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		488,3	524,5
Charges financières		(255,0)	(244,7)
Produits financiers		37,9	35,3
Résultat financier	4.3	(217,1)	(209,4)
Impôt sur les bénéfices	4.4	(105,7)	(57,1)
RÉSULTAT NET		165,5	258,0
Résultat net part du Groupe	5	44,6	174,0
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		120,9	84,0
Résultat net part du Groupe par action <i>(en euros)</i>	5	0,05	0,30
Résultat net part du Groupe par action dilué <i>(en euros)</i>	5	0,06	0,29

5.3 États des résultats globaux consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2017 Quote-part du Groupe	30 juin 2017 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle	30 juin 2016	30 juin 2016 Quote-part du Groupe	30 juin 2016 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle
RÉSULTAT NET	165,5	44,6	120,9	258,0	174,0	84,0
Actifs financiers disponibles à la vente	2,5	2,2	0,3	(2,2)	(2,1)	(0,1)
Couverture d'investissement net	(2,8)	(2,8)	-	49,7	49,7	-
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	(162,7)	(164,1)	1,4	(24,7)	(25,7)	1,0
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	(3,6)	(3,6)	-	4,5	4,5	-
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	(2,3)	(1,9)	(0,4)	(0,4)	(0,1)	(0,3)
Quote-part des coentreprises sur éléments recyclables, nette d'impôt	(45,9)	(45,9)	-	(7,8)	(7,8)	-
Quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables, nette d'impôt	4,9	4,9	-	(14,2)	(14,2)	-
Écarts de conversion	(205,4)	(107,4) ^(b)	(98,0)	(75,9)	(121,3) ^(a)	45,4
TOTAL ÉLÉMENTS RECYCLABLES	(415,3)	(318,6)	(96,7)	(71,0)	(117,0)	46,0
Pertes et gains actuariels	12,4	13,7	(1,3)	(164,4)	(161,7)	(2,7)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	10,5	10,0	0,5	36,6	35,9	0,7
Quote-part des coentreprises sur éléments non recyclables, nette d'impôt	-	-	-	-	-	-
Quote-part des entreprises associées sur éléments non recyclables, nette d'impôt	1,9	1,9	-	(7,7)	(7,7)	-
TOTAL ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES	24,8	25,6	(0,8)	(135,5)	(133,5)	(2,0)
RÉSULTAT GLOBAL	(225,0)	(248,4)	23,4	51,5	(76,5)	128,0

(a) Cette variation s'expliquait principalement par la dépréciation du dollar américain et de la livre sterling.

(b) Cette variation s'explique principalement par la dépréciation du dollar de Hong Kong.

5.4 États des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Titres super subordonnés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
CAPITAUX PROPRES											
AU 31 DÉCEMBRE 2015	542 643 468	2 170,6	4 406,8	(2 260,2)	(171,5)	320,6	(29,4)	982,9	5 419,8	1 385,6	6 805,4
Résultat net				174,0					174,0	84,0	258,0
Autres éléments du résultat global				(133,0)	16,9	(134,4)			(250,5)	44,0	(206,5)
Résultat global				41,0	16,9	(134,4)	-	-	(76,5)	128,0	51,5
Rémunération sur base d'actions				2,1					2,1	-	2,1
Dividendes distribués en numéraire				(352,6)					(352,6)	(140,6)	(493,2)
Coupons des titres super subordonnés				(27,4)					(27,4)		(27,4)
Achat/vente de titres d'autocontrôle				(1,2)			0,6		(0,6)		(0,6)
Augmentation/réduction de capital ^(a)	1 757 778	7,0	22,1	0,7					29,8		29,8
Souscription des participations ne donnant pas le contrôle									-	17,8	17,8
Transactions entre actionnaires				(8,9)					(8,9)		(8,9)
Regroupements d'entreprises									-	4,9	4,9
Autres variations				(1,6)					(1,6)	0,2	(1,4)
CAPITAUX PROPRES											
AU 30 JUIN 2016	544 401 246	2 177,6	4 428,9	(2 608,1)	(154,6)	186,2	(28,8)	982,9	4 984,1	1 395,9	6 380,0
CAPITAUX PROPRES											
AU 31 DÉCEMBRE 2016	564 401 246	2 257,6	4 632,3	(2 287,7)	(240,6)	180,0	(28,6)	982,9	5 495,9	1 869,9	7 365,8
Résultat net				44,6					44,6	120,9	165,5
Autres éléments du résultat global				25,6	(160,1)	(158,5)			(293,0)	(97,5)	(390,5)
Résultat global				70,2	(160,1)	(158,5)	-	-	(248,4)	23,4	(225,0)
Rémunération sur base d'actions				0,3					0,3		0,3
Dividendes distribués en numéraire				(366,6)					(366,6)	(142,1)	(508,7)
Souscriptions d'une nouvelle souche de titres super subordonnés ^(b)								600,0	600,0		600,0
Frais de mise en place d'une nouvelle souche de titres super subordonnés								(2,3)	(2,3)		(2,3)
Coupons des titres super subordonnés				(27,5)					(27,5)		(27,5)
Achat/vente de titres d'autocontrôle							(5,0)		(5,0)		(5,0)
Livraison Actions de performance	1 514 949	6,0	(6,6)	0,6					-		-
Augmentation/réduction de capital	47 468 354	189,9	556,4	-					746,3 ^(c)	60,0	806,3
Affectation à la réserve légale			(19,0)	19,0					-		-
Transactions entre actionnaires				(22,1)					(22,1)	(12,9)	(35,0)
Regroupements d'entreprises									-	(14,5)	(14,5)
Autres variations				3,2					3,2		3,2
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017	613 384 549	2 453,5	5 163,1	(2 610,6)	(400,7)	21,5	(33,6)	1 580,6	6 173,8	1 783,8	7 957,6

(a) Correspond à l'augmentation de capital de 30,0 millions d'euros en rémunération de l'apport de la marque SUEZ par ENGIE et - 0,2 million d'euros de frais de mise en place.

(b) Placement de titres super subordonnés (voir Note 2.3).

(c) Correspond à l'augmentation de capital de 750,0 millions d'euros, déduction faite des - 3,7 millions d'euros de frais de mise en place, dans le cadre de l'acquisition de GE Water (voir Note 2.1).

5.5 États des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net		165,5	258,0
- Quote-part de résultat net des coentreprises	7.1	(44,3)	(61,8)
- Quote-part de résultat net des entreprises associées	7.2	(67,9)	(40,9)
+ Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		75,6	53,9
- Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations ^(a)		538,1	513,3
- Effets de périmètre, autres éléments non récurrents		(23,5)	(16,5)
- Autres éléments sans effet de trésorerie		0,3	4,3
- Charge d'impôt	4.4	105,7	57,1
- Résultat financier	4.3	217,1	209,4
MBA avant résultat financier et impôt		966,6	976,8
+ Impôt décaissé		(93,5)	(58,8)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		(255,7)	(284,3)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		617,4	633,7
Investissements corporels et incorporels	3.4.3	(487,0)	(519,0)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	3.4.3	(26,6)	(92,9)
Acquisitions de participations dans les coentreprises et entreprises associées	3.4.3	(11,1)	(19,3)
Acquisitions de titres disponibles à la vente	3.4.3	(6,5)	(17,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		186,6	21,1
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés		5,4	0,2
Cessions de participations dans les coentreprises et entreprises associées		3,3	-
Cessions de titres disponibles à la vente		1,8	7,1
Intérêts reçus/(versés) d'actifs financiers non courants		6,2	(3,6)
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants		0,4	0,9
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres		6,4	(24,0)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(321,1)	(647,3)
Dividendes payés		(576,5)	(545,7)
Remboursement de dettes financières	8	(1 054,0)	(329,1)
Variation des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat		3,1	(11,5)
Intérêts financiers versés		(198,6)	(182,4)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie		18,7	17,5
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net et soultes sur instruments financiers dérivés		13,0	35,0
Augmentation des dettes financières ^(b)	8	1 332,5	1 133,3
Augmentation/diminution de capital ^(c)		808,1	17,8
Émission de titres super subordonnés nets de frais d'émission ^(d)	8.3.2	597,7	-
Achat/vente de titres d'autocontrôle		(5,0)	(0,5)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	3.4.3	-	(2,6)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		939,0	131,8
Effet des variations de change et divers		(45,1)	17,0
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE		1 190,2	135,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		2 924,7	2 079,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8	4 114,9	2 214,2

(a) Concerne les dépréciations courantes et non courantes.

(b) Émissions de dettes obligataires dans le cadre du programme EMTN pour 1 200 millions d'euros pour le financement de l'acquisition de GE Water (voir Note 2.2).

(c) Dont augmentation de capital de 746,3 millions d'euros, nette de frais d'émission, de SUEZ (voir Note 2.4) et dont 60 millions d'euros d'augmentation de capital de SUEZ NWS Limited, souscrite par NWS Holdings Limited dans le cadre de l'opération décrite en note 2.7 aux états financiers consolidés du Document de Référence 2016 (chapitre 20.1).

(d) Dont émission par SUEZ de titres super subordonnés pour 597,7 millions d'euros après imputation des frais d'émission (voir Note 2.3).

5.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

NOTE 1	Base de présentation, principes et méthodes comptables	18
NOTE 2	Opérations majeures	21
NOTE 3	Information sectorielle	22
NOTE 4	Compte de résultat	25
NOTE 5	Résultat par action	28
NOTE 6	Goodwills et immobilisations	29
NOTE 7	Participations dans les coentreprises et entreprises associées	30
NOTE 8	Instruments financiers	34
NOTE 9	Gestion des risques liés aux instruments financiers	41
NOTE 10	Participations ne donnant pas le contrôle	46
NOTE 11	Provisions	47
NOTE 12	Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire	48
NOTE 13	Procédures judiciaires et d'arbitrage	48
NOTE 14	Transactions avec des parties liées	50
NOTE 15	Événements postérieurs à la clôture	50

NOTE 1 Base de présentation, principes et méthodes comptables

► 1.1 Base de présentation

SUEZ, société mère du Groupe est une société anonyme soumise aux dispositions du livre II du Code de commerce, ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux sociétés commerciales françaises. Elle a été constituée en novembre 2000. Le siège du Groupe est domicilié Tour CB21 – 16, place de l'Iris – 92040 Paris La Défense – France.

Le Groupe est un acteur mondial dans la gestion du cycle de l'eau et du cycle des déchets. SUEZ est coté sur les marchés Euronext Paris (Compartiment A) et Euronext Bruxelles depuis le 22 juillet 2008.

En date du 26 juillet 2017, les états financiers consolidés condensés semestriels de la société SUEZ et de ses filiales au 30 juin 2017, ont été présentés au Conseil d'Administration de SUEZ qui a autorisé leur publication.

► 1.2 Référentiel

En application du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 sur le prospectus, les informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de SUEZ sont fournies pour les deux derniers exercices 2015 et 2016, et sont établies conformément au Règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (IFRS). Au 30 juin 2017, les états financiers condensés semestriels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et aux IFRS adoptées par l'Union européenne ⁽¹⁾.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2017, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés condensés semestriels n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2016, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

(1) Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm

► 1.3 Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés condensés semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne (UE), à l'exception des éléments mentionnés ci-dessous au paragraphe 1.3.1.

1.3.1 Normes, amendements et interprétations appliqués par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2017

Les textes appliqués pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2017 sont les suivants :

- améliorations annuelles des IFRS Cycle 2014-2016 ;
- amendements à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes latentes.

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence sur les comptes du Groupe ou leur présentation.

1.3.2 Normes IFRS et amendements applicables postérieurement au 30 juin 2017 et non anticipés par le Groupe

NORMES ET AMENDEMENTS PUBLIÉS PAR L'IASB ET ADOPTÉS PAR L'UE

- IFRS 9 – Instruments Financiers.

L'analyse des incidences de l'application de cette norme est en cours, et porte notamment sur les règles de prise en compte des risques de crédit dans l'évaluation des créances commerciales et assimilées, les options de comptabilisation des titres de participation non consolidés et les instruments financiers de couverture.

- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

Les travaux d'analyse déjà réalisés par le Groupe ont permis de documenter une très large convergence entre les méthodes appliquées par le Groupe et les dispositions d'IFRS 15. Le Groupe a notamment procédé à une analyse fine des typologies de contrats gérés par des entités représentant plus de 95 % de son activité, et pour chacune des familles de contrats identifiées procédé à l'examen sur des contrats représentatifs de la conformité des méthodes comptables actuelles avec les dispositions d'IFRS 15. Dans le cadre de l'activité du Groupe essentiellement menée au travers de contrats à long terme combinant sous divers cadres juridiques et modèles économiques la réalisation et la gestion d'installations, les points d'attention particuliers ont été l'identification d'obligations de prestations distinctes, la prise en compte d'éléments de rémunération variable et le respect des critères de transfert progressif de contrôle aux clients.

Le recensement exhaustif des conséquences de l'application d'IFRS 15 et l'examen de certaines situations particulières seront finalisés au cours du second semestre 2017. La finalisation de ces travaux permettra également au Groupe de se prononcer sur l'option de transition qui sera retenue.

NORMES ET AMENDEMENTS PUBLIÉS PAR L'IASB ET NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UE

- IFRS 16 – Contrats de location ⁽¹⁾.

Le Groupe n'envisage pas d'application anticipée de cette norme. L'analyse des incidences de l'application de cette norme est en cours, ainsi que l'analyse des choix à opérer en matière de méthode de transition.

- Amendements à IFRS 2 – Classement et évaluation de transactions dont le paiement est fondé sur des actions ⁽¹⁾.
- Amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes latentes ⁽¹⁾.
- Amendement à IFRS 15 – clarification à la norme IFRS 15 ⁽¹⁾.
- Interprétation IFRIC 22 – Transactions en devises et paiements d'acomptes ⁽¹⁾.
- Interprétation IFRIC 23 – Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ⁽¹⁾.

L'analyse des incidences de l'application de ces normes et amendements est en cours.

- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires ⁽¹⁾.

Cette norme dont l'adoption par l'UE n'est actuellement pas envisagée n'aurait aucun impact sur les comptes du Groupe puisqu'elle est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS.

► 1.4 Utilisation d'estimations et du jugement

La crise économique et financière se poursuivant, le Groupe maintient ses procédures de suivi des risques sur les instruments financiers. Cet environnement de crise et de volatilité importante des marchés est pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les *business plans* et les différents taux d'actualisation utilisés à la fois pour les tests de valeur et les calculs de provisions.

1.4.1 Estimations

La préparation des États financiers consolidés condensés semestriels nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de la période.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

(1) Ces normes et interprétations n'étant pas encore adoptées par l'Union européenne, il s'agit d'une traduction libre.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des États financiers consolidés condensés semestriels portent principalement sur :

- ▶ l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- ▶ l'évaluation de la valeur recouvrable des *goodwills*, des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- ▶ l'évaluation des provisions et notamment les provisions pour litiges ainsi que les engagements de retraite et assimilés ;
- ▶ l'évaluation des passifs de renouvellement ;
- ▶ l'évaluation des instruments financiers ;
- ▶ l'évaluation du chiffre d'affaires réalisé et non relevé, dit « en compteur » ;
- ▶ l'évaluation des marges à terminaison des contrats de construction ;
- ▶ l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés.

Des informations complémentaires sur le contenu de ces estimations sont présentées dans la Note 1 aux états financiers consolidés 2016.

1.4.2 Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour la comptabilisation des contrats de concession et la classification des accords qui contiennent des contrats de location.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

▶ 1.5 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2017 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2017.

Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées au début de l'exercice. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

Provisions pour reconstitution de sites

Ces provisions sont recalculées une fois par an pour l'établissement de l'état de situation financière au 31 décembre (voir Note 17.4 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2016).

NOTE 2 Opérations majeures

► 2.1 Acquisition de GE Water & Process Technologies

Le 8 mars 2017, SUEZ a signé un accord, aux côtés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), pour le rachat de GE Water & Process Technologies (GE Water) à General Electric Company pour une valeur de 3,2 milliards d'euros dans le cadre d'une opération en numéraire.

GE Water est un leader mondial de la gestion et du traitement de l'eau industrielle. GE Water, qui emploie 7 500 employés, a réalisé un chiffre d'affaires de près de 2,1 milliards de dollars américains (environ 1,9 milliard d'euros) en 2016.

Le financement de l'opération sera réalisé *via* :

- le placement de deux emprunts obligataires pour un total de 1,2 milliard d'euros (voir Note 2.2) ;
- le placement de titres super subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 600 millions d'euros (voir Note 2.3) ;
- une augmentation de capital de 750 millions d'euros (voir Note 2.4).

À l'issue de cette opération, SUEZ détiendra 70 % du nouvel ensemble et consolidera par intégration globale GE Water à la date de finalisation de l'acquisition. La finalisation de cette opération devrait avoir lieu au cours du troisième trimestre 2017.

► 2.2 Nouvelles émissions obligataires

Le 27 mars 2017, SUEZ a lancé le placement de deux emprunts obligataires pour un montant de 1,2 milliard d'euros :

- 500 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2025 portant un coupon annuel fixe de 1,00 % ;
- 700 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2029 portant un coupon annuel fixe de 1,50 %.

► 2.3 Nouvelle émission de titres super subordonnés

Le 19 avril 2017, SUEZ a réalisé le placement de titres super subordonnés à durée indéterminée (obligations hybrides) pour un montant de 600 millions d'euros avec un coupon initial fixe de 2,875 %, révisé pour la première fois sept ans après l'émission sur la base du taux de swap à cinq ans, puis tous les cinq ans.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, ces titres ou obligations hybrides constituent un instrument de capitaux propres et non une dette dans les comptes consolidés du Groupe. En effet, dans le cours normal de la vie de ces titres, il n'existe aucune obligation directe ou indirecte de verser des intérêts (sauf dans le cas d'une distribution de dividendes par l'émetteur ou de remboursement des titres), de même qu'il n'existe aucune échéance de remboursement final, mais seulement des dates de remboursement optionnel.

À la suite de cette émission, l'encours d'obligations hybrides du Groupe atteint 1,6 milliard d'euros au 30 juin 2017.

► 2.4 Augmentation de capital

Le 24 mai 2017, SUEZ a réalisé une augmentation de capital de 750 millions d'euros sans droit préférentiel de souscription, avec un délai de priorité de trois jours. Cette opération a bénéficié du soutien de ses trois principaux actionnaires ENGIE, Criteria Caixa et Caltagirone représentant au total environ 42 % du montant (soit environ 314 millions d'euros).

L'opération a conduit à la création de 47,5 millions d'actions nouvelles de 4 euros de valeur nominale, émises à un prix unitaire de 15,80 euros.

► 2.5 Cession de la Torre Agbar

Le 12 janvier 2017, SUEZ a cédé la Torre Agbar au groupe immobilier espagnol Merlin pour 142 millions d'euros.

Cet actif et le passif de location-financement correspondant avaient été reclassés en « actif et passif destinés à être cédé » conformément à la norme IFRS 5 en décembre 2016.

► 2.6 Plan de transformation du Groupe

SUEZ a initié un plan de transformation des fonctions supports en France fin 2016. En janvier 2017, SUEZ a mis en place un plan de départ volontaire, qui s'inscrit dans ce plan de transformation, pour une période de volontariat courant d'avril à juillet 2017. Ce plan de départ volontaire a généré la comptabilisation d'une charge pour restructuration pour un montant de - 56,2 millions d'euros au 30 juin 2017.

NOTE 3 Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – Information sectorielle, les secteurs retenus ci-après pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base des reportings internes, notamment ceux suivis par le Comité de Direction, constitué des principaux décideurs opérationnels du Groupe.

Les secteurs retenus par le Groupe sont au nombre de quatre :

- ▶ Eau Europe ;
- ▶ Recyclage et Valorisation Europe ;
- ▶ International ;
- ▶ Autres.

La distinction est faite entre les métiers de distribution et de traitement de l'eau, et les métiers de collecte et de traitement des déchets en Europe.

Les activités réalisées à l'international sont regroupées, et séparées de celles effectuées sur la zone Europe. Cette segmentation spécifique permet de refléter, en cohérence avec les systèmes internes d'organisation et avec la structure de gestion du Groupe, la différence de stratégie de développement mise en place à l'international par rapport à celle qui est suivie en Europe.

▶ 3.1 Secteurs opérationnels

Les filiales de SUEZ sont réparties selon les secteurs opérationnels suivants :

- ▶ **Eau Europe** : prestations de distribution et de traitement des eaux, notamment dans le cadre de contrats de concession (gestion de l'eau). Ces prestations sont délivrées au profit de particuliers, de collectivités locales ou d'industriels ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation Europe** : prestations de collecte et de traitement des déchets tant vis-à-vis des collectivités locales que des industriels. Ces prestations incluent la collecte, le tri, le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique et l'enfouissement, tant pour les déchets banals que spéciaux ;

- ▶ **International** : segments d'activité dans lesquels le Groupe se développe, en fonction des opportunités, dans les métiers de l'eau, du déchet et de l'ingénierie, en privilégiant la maîtrise des risques induits par les environnements locaux (mise en place de partenariats, politique de couverture, limitation des capitaux investis ou investissements dans des contextes fortement régulés) ;

- ▶ Le secteur **Autres** est principalement constitué de holdings dont SUEZ, ainsi que de SUEZ Consulting, filiale de conseil du Groupe. Depuis le 1^{er} janvier 2017, il comprend aussi les entités relevant de l'activité Eau Industrielle (voir Note 3.2).

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA, EBIT, Capitaux Employés et Investissements sont réconciliés aux comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA et EBIT sont présentés hors impact de IFRIC 21.

▶ 3.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

En 2017, l'ensemble des secteurs opérationnels a vu sa composition modifiée pour correspondre aux réorganisations managériales décidées par le Comité de Direction. Ces modifications se traduisent notamment par :

- ▶ le reclassement d'entités de la *business unit* Europe Latam du secteur International vers le secteur Eau Europe ;
- ▶ le reclassement d'entités des *business units* Eaux France et USG du secteur Eau Europe vers le secteur International ;
- ▶ le reclassement des entités R&V Pologne et Tchèque du secteur Recyclage et Valorisation Europe vers le secteur International.

Par ailleurs, dans la perspective des changements organisationnels qui résulteront de l'acquisition de GE Water, le management de SUEZ suit, depuis le 1^{er} janvier 2017, l'activité Eau Industrielle, précédemment intégrée dans les secteurs Eau Europe et International, au sein du secteur Autres.

Les données 2016 par secteur opérationnel, figurant dans les différents tableaux, ont été retraitées à des fins de comparaison.

Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	30 juin 2017			30 juin 2016 retraité		
	Hors Groupe	Groupe	Total	Hors Groupe	Groupe	Total
Eau Europe	2 266,8	33,1	2 299,9	2 239,4	33,2	2 272,6
Recyclage et Valorisation Europe	3 047,2	15,9	3 063,1	3 035,4	20,5	3 055,9
International	1 937,6	(12,9)	1 924,7	1 877,9	4,0	1 881,9
Autres	274,5	20,6	295,1	302,4	64,7	367,1
Élimination des transactions internes		(56,7)	(56,7)		(122,4)	(122,4)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	7 526,1	-	7 526,1	7 455,1	-	7 455,1

EBITDA

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016 retraité
Eau Europe	592,0	593,5
Recyclage et Valorisation Europe	355,1	349,5
International	386,0	407,2
Autres	(64,9)	(78,9)
TOTAL EBITDA	1 268,2	1 271,3

EBIT

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016 retraité
Eau Europe	262,7	270,3
Recyclage et Valorisation Europe	136,7	131,0
International	272,1	280,9
Autres	(77,1)	(84,1)
TOTAL EBIT	594,4	598,1

Dotations aux amortissements

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016 retraité
Eau Europe	(222,8)	(219,2)
Recyclage et Valorisation Europe	(194,2)	(210,3)
International	(121,3)	(111,8)
Autres	(14,4)	(11,6)
TOTAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(552,7)	(552,9)

Capitaux employés

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016 retraité
Eau Europe	5 750,3	5 921,5
Recyclage et Valorisation Europe	3 600,0	3 552,6
International	5 759,8	5 897,5
Autres	327,6	315,2
TOTAL CAPITAUX EMPLOYÉS	15 437,7	15 686,8

Investissements corporels, incorporels et financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016 retraité
Eau Europe	(207,0)	(224,1)
Recyclage et Valorisation Europe	(151,1)	(200,3)
International	(165,6)	(210,1)
Autres	(7,5)	(17,1)
TOTAL INVESTISSEMENTS	(531,2)	(651,6)

Les investissements financiers inclus dans cet indicateur comprennent les acquisitions ou cessions d'intérêts dans des entités restant contrôlées, lesquelles sont présentées sur la ligne « changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées » dans l'état de flux de trésorerie. Se reporter au paragraphe 3.4.3.

► 3.3 Indicateurs clés par zone géographique

Les indicateurs ci-dessous sont ventilés :

- par zone de commercialisation à la clientèle pour le chiffre d'affaires ;
- par zone d'implantation des sociétés consolidées pour les capitaux employés.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Capitaux employés	
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 décembre 2016
France	2 492,6	2 471,8	2 312,1	2 333,1
Europe	2 565,0	2 608,3	5 681,0	8 118,7
International	2 468,5	2 375,0	7 444,6	5 235,0
TOTAL	7 526,1	7 455,1	15 437,7	15 686,8

► 3.4 Réconciliation des indicateurs avec les états financiers

3.4.1 Réconciliation de l'EBIT et de l'EBITDA au résultat opérationnel courant

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat opérationnel courant	440,1	455,7
(+) Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	112,2	102,7
(-) impact IFRIC 21	41,8	39,0
(-) Autres	0,3	0,7
EBIT	594,4	598,1
(-) Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	545,4	535,4
(-) Paiement fondé sur des actions ^(a)	0,3	4,3
(-) Charges nettes décaissées des concessions	128,1	133,5
EBITDA	1 268,2	1 271,3

(a) L'impact des Share Appreciation Rights est présenté après couverture par des warrants. Par ailleurs, ce montant n'inclut pas les plans de rémunération à long terme en numéraire.

3.4.2 Réconciliation des capitaux employés aux rubriques de l'état de situation financière

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
(+) Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	11 879,6	12 502,8
(+) Goodwills nets	3 507,1	3 646,9
(+) Titres disponibles à la vente (hors VMP et mise à la juste valeur)	140,8	142,6
(+) Prêt et créances au coût amorti (hors actifs liés au financement)	871,9	879,3
(+) Participation dans les coentreprises (hors réserves OCI nettes d'impôt)	980,4	916,0
(+) Participation dans des entreprises associées (hors réserves OCI nettes d'impôt)	1 073,4	984,3
(+) Créances clients et comptes rattachés	4 368,8	4 041,4
(+) Stocks	285,6	262,7
(+) Autres actifs courants et non courants	1 811,5	1 784,8
(-) Provisions et pertes/gains actuariels sur retraites	(1 626,6)	(1 656,0)
(-) Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(2 840,7)	(3 063,6)
(-) Autres passifs courants et non courants	(4 966,7)	(4 744,0)
(-) Autres passifs financiers	(47,4)	(10,4)
CAPITAUX EMPLOYÉS	15 437,7	15 686,8

3.4.3 Réconciliation des investissements corporels, incorporels et financiers aux rubriques de l'état des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Investissements corporels et incorporels	(487,0)	(519,0)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(26,6)	(92,9)
Acquisitions de participations dans les entreprises associées et coentreprises	(11,1)	(19,3)
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(6,5)	(17,8)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	-	(2,6)
TOTAL INVESTISSEMENTS	(531,2)	(651,6)

NOTE 4 Compte de résultat

► 4.1 Résultat opérationnel courant et EBIT

Les variations de l'EBIT sont commentées dans le Rapport d'activité (voir chapitre 4 du présent document).

► 4.2 Résultat des activités opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	440,1	455,7
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	13,9	(1,2)
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers	(6,5)	(16,2)
Restructurations	(86,4)	(19,3)
Effets de périmètre	(1,8)	2,9
Autres résultats de cession	16,8	6,4
Frais liés au changement de marque et d'identité visuelle	-	(6,5)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	376,1	421,8

4.2.1 Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Perte de valeur		
<i>Goodwills</i>	-	-
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	(3,8)	(1,5)
Actifs financiers	(10,8)	(16,5)
TOTAL	(14,6)	(18,0)
Reprises de perte de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	4,9	0,4
Actifs financiers	3,2	1,4
TOTAL	8,1	1,8
TOTAL	(6,5)	(16,2)

Au-delà des tests de perte de valeur systématiques annuels relatifs aux *goodwills* et aux immobilisations incorporelles non amortissables réalisés au second semestre, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des *goodwills*, immobilisations corporelles et incorporelles.

Les pertes de valeur éventuelles résultent de la comparaison entre la valeur comptable de l'actif concerné et sa valeur recouvrable (c'est-à-dire sa valeur d'utilité qui résulte soit d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés, soit d'une valeur de marché).

4.2.1.1 PERTES DE VALEUR SUR GOODWILLS

Au 30 juin 2017, comme au 30 juin 2016, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié ; aucune perte de valeur n'a été constatée.

4.2.1.2 PERTES DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Comme au 30 juin 2016, ce poste ne présente pas de montant significatif au 30 juin 2017.

4.2.1.3 PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS FINANCIERS

Au 30 juin 2017, ce poste inclut pour l'essentiel des pertes de valeur sur des actifs financiers du secteur Recyclage et Valorisation Europe pour - 10,0 millions d'euros.

Au 30 juin 2016, ce poste incluait pour l'essentiel des pertes de valeur sur des créances financières relatives à un contrat de concession à l'International et sur des actifs financiers du secteur Recyclage et Valorisation Europe.

L'évolution de la valeur des titres disponibles à la vente est présentée en Note 8 « Instruments financiers » aux états financiers consolidés condensés semestriels.

4.2.2 Restructurations

Au 30 juin 2017, ce poste inclut pour l'essentiel les coûts des plans de départ volontaire négociés dans les entités françaises dans le cadre du plan de transformation lancé par le Groupe pour - 56,2 millions d'euros (voir Note 2.6).

4.2.3 Effets de périmètre

Comme au 30 juin 2016, aucun effet de périmètre significatif n'a été constaté au 30 juin 2017.

4.2.4 Autres résultats de cessions

Au 30 juin 2017, ce poste inclut pour l'essentiel les gains liés à la cession de la Torre Agbar en Espagne ainsi que la cession des immobilisations corporelles chez Recyclage et Valorisation France.

► 4.3 Résultat financier

(en millions d'euros)	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
COÛT DE LA DETTE NETTE	(208,5)	16,3	(192,2)	(204,4)	19,4	(185,0)
Charges d'intérêts sur dette brute	(186,2)	-	(186,2)	(176,3)	-	(176,3)
Résultat de change sur dettes financières et couvertures	(17,0)	-	(17,0)	(20,5)	-	(20,5)
Résultat des couvertures économiques sur emprunts	-	0,1	0,1	-	0,4	0,4
Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	15,7	15,7	-	18,2	18,2
Coûts d'emprunts capitalisés	-	0,5	0,5	-	0,8	0,8
Charges financières cash relatives à une restructuration de dette ou créance financière	(5,3)	-	(5,3)	(7,6)	-	(7,6)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(46,5)	21,6	(24,9)	(40,3)	15,9	(24,4)
Charges d'intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	(8,2)	-	(8,2)	(9,2)	-	(9,2)
Désactualisation des autres provisions long terme	(19,3)	-	(19,3)	(18,1)	-	(18,1)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non compris dans l'endettement net	(3,8)	-	(3,8)	-	0,6	0,6
Produits des titres disponibles à la vente	-	1,1	1,1	-	3,7	3,7
Autres	(15,2)	20,5	5,3	(13,0)	11,6	(1,4)
RÉSULTAT FINANCIER	(255,0)	37,9	(217,1)	(244,7)	35,3	(209,4)

La hausse du coût de la dette nette entre le 30 juin 2017 et le 30 juin 2016 s'explique par les émissions obligataires de la période dans le cadre du financement de l'acquisition de GE Water Process et Technologies.

► 4.4 Impôts

4.4.1 Impôt sur les sociétés au compte de résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net (A)	165,5	258,0
Charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée en résultat (B)	(105,7)	(57,1)
Quote-part de résultat des coentreprises et entreprises associées (C)	112,2	102,7
Résultat avant impôt et avant résultat des coentreprises et entreprises associées (A) - (B) - (C) = (D)	159,0	212,4
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT - (B)/(D)	66,5 %	26,9 %

Le taux effectif d'impôt du Groupe ressort à 66,5 % au 30 juin 2017 contre 26,9 % au 30 juin 2016.

Au 30 juin 2017, il s'explique principalement par l'écrêtement des impôts différés aux bornes des périmètres d'intégration fiscale espagnole et française.

Au 30 juin 2016, il s'expliquait principalement par l'intégration de SUEZ R&R Australia dans le groupe d'intégration fiscale

australien entraînant la reprise des écrêtements d'impôts différés actifs pratiqués antérieurement.

Le montant total des impôts différés actifs nets aux bornes du groupe d'intégration fiscale français, toutes différences temporelles confondues, s'élève au 30 juin 2017 à 232 millions d'euros, contre 226 millions d'euros au 31 décembre 2016.

4.4.2 Impôts différés dans l'état de situation financière

(en millions d'euros)	Actifs	Passifs	Positions nettes
Au 31 décembre 2016	783,1	(654,5)	128,6
Effet résultat de la période	(22,8)	11,4	(11,4)
Effet réserves et autres éléments du résultat global	2,9	9,4	12,3
Effet périmètre	(19,8)	(2,1)	(21,9)
Effet change	(32,6)	53,3	20,7
Autres effets	(55,4)	50,0	(5,4)
Effet de présentation nette par entité fiscale	69,0	(69,0)	-
AU 30 JUIN 2017	724,4	(601,5)	122,9

NOTE 5 Résultat par action

	30 juin 2017	30 juin 2016
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	44,6	174,0
- coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en juin 2014	(7,5)	(7,5)
- coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en mars 2015	(6,3)	(6,3)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE AJUSTÉ	30,8	160,2
Dénominateur (en millions)		
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS EN CIRCULATION	574,2	541,5
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action	0,05	0,30
Résultat net part du Groupe par action dilué	0,06	0,29

Les instruments dilutifs du Groupe pris en compte dans le calcul des résultats dilués par action sont les suivants :

- ▶ les plans d'actions de performance en titres SUEZ ;
- ▶ les obligations convertibles OCÉANE 2020, soit 19 052 803 titres émis en 2014 qui génèrent au 30 juin 2017 des charges financières de 3,2 millions d'euros.

Il n'a pas été tenu compte dans le calcul du résultat net par action dilué, des plans de stock-options SUEZ, suite à un prix d'exercice supérieur au cours moyen sur la période de l'action SUEZ.

NOTE 6 Goodwills et immobilisations

<i>(en millions d'euros)</i>	Goodwills	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles
A. Valeur brute au 31 décembre 2016	3 741,3	7 676,8	16 502,4
Acquisitions	1,5	141,0	281,4
Cessions	-	(1,0)	(293,1)
Variations de périmètre	(3,3)	113,1	6,3
Écarts de conversion	(136,9)	(86,2)	(572,9)
Autres	2,6	55,9	171,8
AU 30 JUIN 2017	3 605,2	7 899,6	16 095,9
B. Amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2016	(94,4)	(3 453,8)	(8 222,6)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-	(210,1)	(346,4)
Cessions	-	1,9	127,5
Variations de périmètre	-	(115,2)	(2,0)
Écarts de conversion	1,1	33,7	162,6
Autres	(4,8)	(50,8)	(40,7)
AU 30 JUIN 2017	(98,1)	(3 794,3)	(8 321,6)
C. Valeur nette comptable = A + B			
Au 31 décembre 2016	3 646,9	4 223,0	8 279,8
AU 30 JUIN 2017	3 507,1	4 105,3	7 774,3

Pour l'ensemble des *goodwills*, en l'absence d'identification d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2017, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 30 juin 2017.

Les écarts de conversion sur la valeur nette des *goodwills* sont essentiellement constatés sur le dollar américain (- 53,9 millions d'euros) et le dollar de Hong Kong (- 60,7 millions d'euros).

Les écarts de conversion sur la valeur nette des immobilisations corporelles sont essentiellement constatés sur le dollar américain (- 187,4 millions d'euros) et le peso chilien (- 208,6 millions d'euros).

NOTE 7 Participations dans les coentreprises et entreprises associées

► 7.1 Participations dans les coentreprises

(en millions d'euros)	Participations dans les coentreprises		Quote-part de résultat net dans les coentreprises	
	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2017	30 juin 2016 ^(a)
Groupe SUEZ NWS Limited	597,1	558,9	26,3	10,2
Groupe Suyu	278,5	288,0	6,2	42,6
Autres	104,5	68,9	11,7	9,1
TOTAL	980,1	915,7	44,3	61,8

(a) Les données au 30 juin 2016 ont été présentées de façon comparable à celles au 30 juin 2017. Pour rappel au 30 juin 2016, les co-entreprises chinoises étaient déjà mises en équivalence dans SUEZ NWS Limited mais SUEZ NWS Limited était mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe SUEZ, sa prise de contrôle par SUEZ n'ayant été réalisée que fin 2016.

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net	44,3	61,8
Autres éléments du résultat global (OCI) ^(a)	(45,9)	(7,8)
RÉSULTAT GLOBAL	(1,6)	54,0

(a) Il s'agit principalement de l'impact des écarts de conversion.

Les co-entreprises chinoises sont co-détenues à 50 % par SUEZ NWS Limited, société basée à Hong Kong, et à 50 % par les collectivités locales concédantes. Compte tenu de l'intégration globale de SUEZ NWS Limited dans SUEZ, les titres des co-entreprises chinoises sont mis en équivalence à 50 % dans l'état de situation financière consolidé de SUEZ au 30 juin 2017

pour 597,1 millions d'euros. Une autre co-entreprise importante est le groupe Suyu basé en Chine et détenu à 50 %.

Les informations à 100 % résumées des co-entreprises chinoises détenues à 50 % par le groupe SUEZ NWS sont présentées ci-dessous.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs non courants	636,3	636,2
Actifs courants	309,2	263,2
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	149,2	156,5
TOTAL ACTIF	945,5	899,4
Capitaux propres part du Groupe	524,9	543,1
Participations ne donnant pas le contrôle	3,8	3,9
Total capitaux propres	528,7	547,0
Passifs non courants	204,8	139,0
Passifs courants	212,0	213,4
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	945,5	899,4

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	173,7	149,4
Résultat opérationnel courant	35,8	35,9
Résultat net part du Groupe	27,3	25,5
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	0,2	0,3
Résultat net	27,5	25,8
Autres éléments du résultat global (OCI) ^(a)	(29,6)	(25,1)
Résultat global de l'exercice	(2,1)	0,8

(a) Ces montants correspondent à la variation des écarts de conversion.

Dividendes (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2016	Au titre de 2015
Dividendes versés par les joint-ventures chinoises au 30 juin	16,1	7,7

Les informations à 100 % résumées du groupe Suyu sont présentées ci-dessous.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs non courants ^(a)	758,8	789,0
Actifs courants	1,2	1,3
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,2	1,3
TOTAL ACTIF	760,0	790,3
Capitaux propres part du Groupe	557,1	575,9
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Total capitaux propres	557,1	575,9
Passifs non courants	202,9	214,4
Passifs courants	-	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	760,0	790,3

(a) Inclut les titres mis en équivalence Derun Environnement.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net ^(a)	12,4	85,2
Autres éléments du résultat global (OCI)	(37,6)	(31,7)
Résultat global de l'exercice	(25,2)	53,5

(a) Quote-part de résultat de mise en équivalence de Derun Environnement dans le groupe Suyu. La variation s'explique par l'impact de la finalisation des opérations liées à la prise d'influence notable dans Derun Environnement au cours du premier semestre 2016 pour 36 millions d'euros, sans équivalent en 2017.

Dividendes (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2016	Au titre de 2015
Dividendes versés par le groupe Suyu au 30 juin	-	-

► 7.2 Participations dans les entreprises associées

(en millions d'euros)	Participations dans les entreprises associées		Quote-part de résultat net dans les entreprises associées	
	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Dans le groupe Acea	560,5	559,1	29,1	12,8
Dans le groupe Agbar ^(a)	176,9	200,0	7,5	7,6
Dans la société Aquasure Holding	100,8	99,2	9,4	7,3
Dans la société Brnenske Vodarny A Kanalizace	34,6	34,2	0,8	0,6
Dans la société Aguas de Saltillo SA de CV	17,7	17,0	0,7	-
Dans le groupe R&R Belgium	17,7	18,9	1,2	3,4
Dans le groupe R&V France	12,0	10,3	2,3	(0,2)
Dans la société Aguas de Cartagena ^(a)	11,6	-	1,2	-
Dans la société PT PAM Lyonnaise Jaya ^(b)	9,7	-	0,2	-
Dans la société Arte SA de CV	8,3	7,8	0,7	0,5
Dans le groupe R&R UK	7,4	2,5	9,5	8,2
Dans la société Degrémont WTE Praha v.o.s.	5,6	4,2	1,2	-
Dans la société Aquasystema Maribor	5,0	5,5	0,6	0,5
Dans la société SUEZ Treatment Solutions Beijing	2,3	2,4	-	-
Dans le groupe SUEZ Water Inc.	2,0	4,1	-	-
Autres	29,8	15,6	3,5	0,2
TOTAL	1 001,9	980,8	67,9	40,9

(a) Au 31 décembre 2016, Aguas de Cartagena était inclus dans le groupe Agbar.

(b) Changement de méthode de consolidation de PT LAM Lyonnaise Jaya d'intégration globale à mise en équivalence au 1^{er} janvier 2017 suite à la perte de contrôle par le Groupe de cette société.

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net	67,9	40,9
Autres éléments du résultat global (OCI)	4,9	(14,2)
RÉSULTAT GLOBAL	72,8	26,7

L'entreprise associée individuelle la plus importante du Groupe correspond au groupe Acea, basé à Rome. Le 21 septembre 2016, SUEZ a acquis, auprès du groupe Caltagirone, une participation complémentaire de 10,85 % au sein d'Acea. Au 30 juin 2017, SUEZ détient ainsi 23,33 % du capital d'Acea qui est consolidé en mise en équivalence dans les comptes du Groupe.

Au 30 juin 2017, la valeur comptable de l'entreprise associée dans l'état de situation financière est de 560,5 millions d'euros et sa valeur boursière s'élève à 659,4 millions d'euros.

Les informations à 100 % résumées au premier trimestre du groupe Acea sont présentées ci-dessous.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2017 ^(a)	31 décembre 2016
Actifs non courants	4 856,1	4 771,2
Actifs courants	2 187,6	2 133,0
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	531,2	665,5
TOTAL ACTIF	7 044,2	6 904,7
Capitaux propres part du Groupe	1 747,6	1 671,1
Participations ne donnant pas le contrôle	90,6	86,8
Total capitaux propres	1 838,2	1 757,9
Passifs non courants	3 384,3	3 382,5
Passifs courants	1 821,7	1 764,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 044,2	6 904,7

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2017 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2017 du groupe Acea ne sont pas disponibles.

Dans le respect de la norme IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, l'état de situation financière résumé au 31 mars 2017 correspond aux comptes disponibles les plus récents.

Comptes de résultat résumés (à 100 %) du premier trimestre

(en millions d'euros)	31 mars 2017 ^(a)	31 mars 2016
Chiffre d'affaires	725,6	713,7
Résultat opérationnel brut	214,4	207,2
Résultat opérationnel	117,2	123,6
Résultat net part du Groupe	65,7	66,9
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2,7	2,3
Résultat net	68,5	69,2
Autres éléments du résultat global	1,4	(8,7)
Résultat global de l'exercice	69,9	60,5

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2017 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2017 du groupe Acea ne sont pas disponibles.

Dans le respect de la norme IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, l'état de situation financière résumé au 31 mars 2017 correspond aux comptes disponibles les plus récents.

Dividendes (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2016	Au titre de 2015
Dividendes versés par Acea au 30 juin	131,8	106,5

NOTE 8 Instruments financiers

► 8.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante » sont présentées dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Titres disponibles à la vente	138,4	-	138,4	138,3	-	138,3
Prêts et créances au coût amorti	700,4	4 540,2	5 240,6	739,9	4 180,8	4 920,7
Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)	700,4	171,4	871,8	739,9	139,4	879,3
Clients et autres débiteurs	-	4 368,8	4 368,8	-	4 041,4	4 041,4
Actifs financiers évalués à la juste valeur	137,4	136,1	273,5	198,2	93,5	291,7
Instruments financiers dérivés (cf. Note 8.4)	137,4	76,9	214,3	198,2	31,2	229,4
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	59,2	59,2	-	62,3	62,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	4 114,9	4 114,9	-	2 924,7	2 924,7
TOTAL	976,2	8 791,2	9 767,4	1 076,4	7 199,0	8 275,4

8.1.1 Titres disponibles à la vente

Les mouvements s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	
AU 31 DÉCEMBRE 2016	138,3
Acquisitions	6,5
Cessions (valeur comptable cédée)	(2,0)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	2,5
Variation de juste valeur enregistrée en résultat	(0,2)
Variations de périmètre, change et divers	(6,7)
AU 30 JUIN 2017	138,4

La valeur des titres disponibles à la vente détenus par le Groupe s'élève à 138,4 millions d'euros au 30 juin 2017, qui se répartit entre 25,3 millions d'euros de titres cotés et 113,1 millions d'euros de titres non cotés.

Le Groupe a examiné la juste valeur des différents titres disponibles à la vente, afin de déterminer au cas par cas, en fonction de l'ensemble des informations disponibles et

compte tenu du contexte actuel de marché, s'il y avait lieu de comptabiliser des pertes de valeur.

Pour les titres cotés, parmi les éléments pris en considération, le Groupe estime qu'une baisse de cours de plus de 50 % en dessous du coût historique ou qu'une baisse de cours en dessous du coût historique pendant plus de 12 mois consécutifs sont des indices de perte de valeur.

Les gains et pertes enregistrés en capitaux propres et en résultat sur les titres disponibles à la vente sont les suivants :

(en millions d'euros)	Évaluation ultérieure à l'acquisition				
	Dividendes	Var. de juste valeur	Effet de change	Perte de valeur	Résultat de cession
Capitaux propres ^(a)		2,5	-		
Résultat	1,1	-		(0,2)	-
TOTAL AU 30 JUIN 2017	1,1	2,5	-	(0,2)	-
Capitaux propres ^(a)		(1,8)	-		
Résultat	7,9	-		(2,3)	3,2
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2016	7,9	(1,8)	-	(2,3)	3,2

(a) Hors effet d'impôt.

► 8.2 Passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés soit :

- en « passif au coût amorti » pour les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres créanciers, et les autres passifs financiers ;
- en « passif évalué à la juste valeur par résultat » pour les instruments financiers dérivés.

Les différents passifs financiers au 30 juin 2017 ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante » sont présentés dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières	9 564,3	1 722,0	11 286,3	8 665,5	2 499,8	11 165,3
Instruments financiers dérivés (cf. Note 8.4)	26,4	195,0	221,4	45,6	62,8	108,4
Fournisseurs et autres créanciers	-	2 840,7	2 840,7	-	3 063,6	3 063,6
Autres passifs financiers	47,4	-	47,4	10,4	-	10,4
TOTAL	9 638,1	4 757,7	14 395,8	8 721,5	5 626,2	14 347,7

► 8.3 Endettement financier net

8.3.1 Endettement financier net par nature

(en millions d'euros)	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Encours des dettes financières	9 556,7	1 618,8	11 175,5	8 620,2	2 369,8	10 990,0
Impact du coût amorti ^(a)	(76,9)	101,7	24,8	(69,0)	125,5	56,5
Impact de la couverture de juste valeur ^(b)	84,5	1,5	86,0	114,3	4,5	118,8
Dettes financières	9 564,3	1 722,0	11 286,3	8 665,5	2 499,8	11 165,3
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette au passif ^(c) (cf. Note 8.4)	5,6	9,3	14,9	5,5	35,3	40,8
Dettes brute	9 569,9	1 731,3	11 301,2	8 671,0	2 535,1	11 206,1
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés (cf. Note 8.1)	-	(59,2)	(59,2)	-	(62,3)	(62,3)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	-	(4 114,9)	(4 114,9)	-	(2 924,7)	(2 924,7)
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette à l'actif ^(c) (cf. Note 8.4)	(126,3)	(58,7)	(185,0)	(175,8)	(1,8)	(177,6)
Trésorerie active	(126,3)	(4 232,8)	(4 359,1)	(175,8)	(2 988,8)	(3 164,6)
Endettement financier net	9 443,6	(2 501,5)	6 942,1	8 495,2	(453,7)	8 041,5
Encours des dettes financières	9 556,7	1 618,8	11 175,5	8 620,2	2 369,8	10 990,0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés (cf. Note 8.1)	-	(59,2)	(59,2)	-	(62,3)	(62,3)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	-	(4 114,9)	(4 114,9)	-	(2 924,7)	(2 924,7)
ENDETTEMENT NET HORS COÛT AMORTI ET EFFETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	9 556,7	(2 555,3)	7 001,4	8 620,2	(617,2)	8 003,0

(a) Ce poste comprend les intérêts courus non échus sur la dette financière brute ainsi que les primes et frais de mise en place des emprunts restant à amortir.

(b) Ce poste correspond à la revalorisation de la composante taux des dettes couvertes dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur.

(c) Il s'agit de la juste valeur des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

La juste valeur de la dette financière brute s'élève au 30 juin 2017 à 12 614,0 millions d'euros pour une valeur comptable de 11 286,3 millions d'euros.

La baisse de la part courante de l'encours des dettes financières au 30 juin 2017 s'explique principalement par :

- le remboursement de l'emprunt obligataire émis par SUEZ arrivant à maturité en janvier 2017 pour un montant de 200 millions d'euros ;
- la baisse de l'encours de billets de trésorerie pour un montant de 599 millions d'euros.

Pour la hausse de la part non courante de l'encours des dettes financières au 30 juin 2017, se référer à la Note 8.3.3.

La sensibilité de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) au risque de taux et de change est présentée en Note 9.

8.3.2 Émission de Titres Super Subordonnés à durée indéterminée

Après l'annonce, le 8 mars 2017, du projet d'acquisition de GE Water & Process Technologies aux côtés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), SUEZ a procédé le 19 avril 2017 à une émission de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (« TSSDI ») pour un montant de 600 millions d'euros portant un coupon initial fixe de 2,875 %.

Comme pour les précédentes émissions de TSSDI (émissions de 2010, 2014 et 2015), cette nouvelle ligne n'est pas comptabilisée dans l'endettement financier puisqu'elle réunit les conditions prévues par IAS 32 pour être comptabilisée en capitaux propres (Voir Note 2.3 du présent chapitre).

8.3.3 Émissions obligataires et émissions de titres négociables à court terme

Après l'annonce, le 8 mars 2017, du projet d'acquisition de GE Water & Process Technologies aux côtés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), SUEZ a procédé, dans le cadre de son programme EMTN, le 27 mars 2017 à deux émissions obligataires pour un montant total de 1 200 millions d'euros :

- ▶ 500 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2025, assortis d'un coupon annuel fixe 1,00 % ; et
- ▶ 700 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2029, assortis d'un coupon annuel fixe 1,50 %.

SUEZ dispose d'un programme de titres négociables à court terme (« TNCT », anciennement « billets de trésorerie »). Au 30 juin 2017, l'encours de TNCT est de 165,0 millions d'euros.

Les TNCT sont comptabilisés en dette financière courante. Cependant, la politique du Groupe est d'adosser l'ensemble des TNCT à des lignes de crédit confirmées disponibles. Ainsi, le refinancement des TNCT est assuré même en cas de fermeture du marché monétaire.

Au 30 juin 2017, l'encours de TNCT était entièrement couvert par des lignes de crédit confirmées disponibles à plus d'un an.

8.3.4 Titrisation de créances

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

En 2012, le groupe SUEZ a mis en place un programme de cession de créances commerciales à un fonds commun de titrisation (FCT).

Ce programme dit « déconsolidant » concernait à l'origine les cédantes des périmètres SUEZ RV France, SUEZ Haz Waste, SUEZ Nederland, SUEZ Recycling and Recovery UK et SUEZ Deutschland.

En avril 2017, le contrat a été renouvelé pour cinq ans et le périmètre du portefeuille des créances cédées a été modifié : sortie du cédant SUEZ R&R UK, entrée de nouveaux cédants français issus du pôle OSIS de SUEZ RV France.

Le programme de cession de créances commerciales ou titrisation de créances a pour objectif de procéder à des cessions dites « déconsolidantes », au sens d'IAS 39.

Les principales caractéristiques de l'opération sont les suivantes :

- (a) Un compartiment dédié aux créances du Groupe est créé au sein d'un fonds commun de titrisation (FCT) ;
- (b) Le FCT utilisé dans le programme finance le compartiment au moyen de l'émission de trois types d'instruments :
 - des parts dites « senior », émises sur les marchés au moyen d'un conduit dédié;
 - un dépôt dit « mezzanine », souscrit par le Groupe;
 - des parts dites « subordonnées », souscrites par un investisseur ayant pris part au programme et contractualisé son implication avec le Groupe.

(c) Ces parts sont ici présentées par ordre de priorité de paiement relativement les unes aux autres ; les parts « senior » sont ainsi les premières à être remboursées, et les parts « subordonnées » les dernières.

(d) Les filiales concernées du Groupe sont en charge du recouvrement des créances cédées en contrepartie d'une rémunération.

Les cessions de créances par les filiales du Groupe se font à leur valeur nominale, diminuée d'une décote qui sert à couvrir le coût de financement des créances, le risque de retard de paiement et le risque de crédit.

Les principaux engagements du Groupe vis-à-vis du FCT sont les suivants :

(e) Constitution d'un dépôt de garantie rémunéré au profit du compartiment dont l'objet est de couvrir, après épuisement des éventuelles réserves du FCT et des parts « subordonnées », les défauts et retards de paiements éventuels des créances cédées excédant le montant estimé lors de la cession et facturé au travers de la décote appliquée au prix de cession, dans la limite d'un montant maximum déterminé (*Cash Collateral 1* ou CC1) ; ce dépôt est effectué dès le lancement de l'opération et correspond au dépôt « mezzanine » présenté ci-avant.

(f) Constitution d'un dépôt de garantie rémunéré au profit du compartiment destiné à garantir la bonne exécution de l'ensemble des obligations financières des entités du Groupe parties à l'opération, à hauteur d'un montant maximum déterminé (*Cash Collateral 2* ou CC2) ; ce dépôt est effectué uniquement en cas de déclenchement de certains événements ou « triggers » liés à la dégradation de la notation de SUEZ ou au non-respect par le Groupe de ses obligations contractuelles. Au 30 juin 2017, ce dépôt de garantie n'a pas été constitué.

(g) Option, pour toutes les filiales du Groupe, de demander conjointement le rachat à la juste valeur des créances détenues par le compartiment sous forme d'une seule et unique transaction, en cas d'amortissement du programme, prévu (au terme des cinq ans) ou accéléré et ce après accord des porteurs de parts « subordonnées ». À ce jour, il n'est pas prévu d'amortissement accéléré du programme avant sa date de maturité.

(h) Émission d'une garantie au titre du risque de modification des dispositions fiscales.

(i) Conservation par chaque filiale du Groupe de la gestion et du recouvrement des créances qu'elle a cédées au compartiment ; à cet effet, une convention de gestion et de recouvrement est signée notamment par chacune des filiales agissant en qualité de recouvreur et le compartiment, cette prestation étant rémunérée par le FCT.

Le Groupe reste exposé aux risques liés aux créances cédées dans la limite des dépôts de garantie.

Toutefois, la décote constatée lors des cessions et le dimensionnement de la part « subordonnée » permettent d'absorber la quasi-totalité des pertes éventuelles du compartiment. La probabilité que le dépôt « mezzanine »

puisse être atteint est très faible. Enfin, ce sont les porteurs des parts « subordonnées » qui bénéficient de la quasi-totalité des avantages au travers de l'octroi du boni de liquidation.

COMPTABILISATION DE L'OPÉRATION

Le compartiment du FCT n'est pas contrôlé par le Groupe et n'est par conséquent pas consolidé.

Selon IAS 39 et sur la base des termes du programme et des analyses quantitatives mises en œuvre, le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des créances cédées. Les créances cédées dans le cadre du programme sont donc intégralement décomptabilisées de l'état de situation financière consolidé du Groupe.

Le résultat de cession de ces créances, matérialisé par la décote appliquée, est enregistré au compte de résultat en charges financières (cf. Note 4).

Le dépôt de garantie versé correspondant aux parts « mezzanine » souscrites par le Groupe est présenté sur la ligne « Prêts et créances au coût amorti » dans l'état de situation financière consolidé du Groupe. Sa rémunération est enregistrée au compte de résultat, en produits financiers (cf. Note 4).

La rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées est comptabilisée en compte de résultat, en produits financiers (cf. Note 4).

DONNÉES CHIFFRÉES AU 30 JUIN 2017

(en millions d'euros)

Total des créances cédées sur la période	1 254,6	
Résultat de cession sur la période	(10,0)	(b)
Rémunération perçue au titre du cc1 sur la période	0,3	(c)
Rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées sur la période	5,4	(d)
Encours des créances transférées en date de clôture	434,8	(a)
Valeur comptable du cc1 en date de clôture	26,2	(e)
Juste valeur du cc1	26,2	
Valeur comptable du cc2	*	
Maturité résiduelle du cc1	56 mois	
Impact des cessions de créances déconsolidantes au sens IAS 39 sur l'endettement financier net	404,3	(a) + (b) + (c) + (d) - (e)

* Aucun dépôt de garantie dit « cc2 » n'a été réalisé à fin juin 2017, le versement de ce dernier étant soumis aux conditions décrites plus haut.

8.3.5 Variation de l'endettement financier net

Sur le premier semestre 2017, l'endettement financier net a diminué de 1 099,4 millions d'euros ; les opérations notables qui ont conduit à cette situation sont notamment :

- ▶ le paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires de SUEZ pour un montant de 377,6 millions d'euros (taxe de 3 % sur les distributions de 11,0 millions d'euros incluse) ;
- ▶ le paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires minoritaires des filiales pour un montant de 171,4 millions d'euros ;

- ▶ l'émission de titres super subordonnés du 19 avril 2017, nette de frais, a généré une diminution de 597,7 millions d'euros de la dette financière nette ;
- ▶ l'augmentation de capital de SUEZ effectuée le 24 mai 2017, nette de frais, a généré une diminution de 746,3 millions d'euros de la dette financière nette ;
- ▶ les variations de change ont entraîné une diminution de 286,1 millions d'euros de l'endettement financier net, principalement liée à la dépréciation du dollar américain et du peso chilien contre l'euro.

8.3.6 Ratio d'endettement

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Endettement financier net	6 942,1	8 041,5
Total Capitaux propres	7 957,6	7 365,8
Ratio d'endettement	87,2 %	109,2 %

La baisse du ratio d'endettement est essentiellement liée à la mise en place des différentes composantes du financement de l'acquisition de GE Water (voir Note 8.3.5) dont la finalisation interviendra au troisième trimestre 2017.

► 8.4 Instruments financiers dérivés

Actifs financiers dérivés

(en millions d'euros)	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	126,3	58,7	185,0	175,8	1,8	177,6
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	-	1,1	1,1	-	1,1	1,1
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ^(a)	11,1	17,1	28,2	22,4	28,3	50,7
TOTAL (Cf. Note 8.1)	137,4	76,9	214,3	198,2	31,2	229,4

(a) Comprend notamment les instruments financiers dérivés :

- de couverture d'investissement net pour 1,6 million d'euros au 30 juin 2017, contre 9,9 millions d'euros au 31 décembre 2016.

- de la part taux futur des instruments dérivés relatifs à la dette nette, non qualifiés de couverture, pour 2,9 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Passifs financiers dérivés

(en millions d'euros)	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	5,6	9,3	14,9	5,5	35,3	40,8
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	0,4	5,5	5,9	-	2,3	2,3
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ^(a)	20,4	180,2	200,6	40,1	25,2	65,3
TOTAL (Cf. Note 8.2)	26,4	195,0	221,4	45,6	62,8	108,4

(a) Comprend notamment les instruments financiers dérivés :

- de la part taux futur des instruments dérivés relatifs à la dette nette, qualifiés de couverture de flux de trésorerie, pour 9,2 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 22,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

- de couverture de taux de maturité neuf ans avec des départs différés en 2018, qualifiés de couverture de flux de trésorerie, pour un montant de 4,9 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 10,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

- de couverture de flux de trésorerie mis en place dans le cadre du financement de l'acquisition de GE Water Process & Technologies pour un montant de 158,3 millions d'euros. Au 30 juin 2017, il n'y a plus de couverture d'investissement net, contre 10,7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Ces instruments sont mis en place dans le cadre de la politique de gestion des risques du Groupe et sont analysés en Note 9.

► 8.5 Juste valeur des instruments financiers par niveau

8.5.1 Actifs financiers

TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres cotés sont comptabilisés dans les états de situations financières consolidés à leur juste valeur pour 25,3 millions d'euros au 30 juin 2017. Leurs justes valeurs déterminées en fonction des cours de bourse à cette date sont de niveau 1.

Les titres non cotés, dont la valeur s'élève à 113,1 millions d'euros au 30 juin 2017 sont évalués à partir de modèles d'évaluation basés principalement sur les dernières transactions, l'actualisation des dividendes ou flux de trésorerie et la valeur de l'actif net (juste valeur de niveau 3).

Au 30 juin 2017, la variation des titres disponibles à la vente de niveau 3 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2016		114,1
Acquisitions		6,5
Cessions (valeur comptable cédée)		(2,0)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres		0,0
Variation de juste valeur enregistrée en résultat		(0,1)
Variations de périmètre, change et divers		(5,6)
Au 30 juin 2017		113,1

La valeur nette des titres non cotés ne constitue pas un montant homogène significatif susceptible d'être présenté séparément.

PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI (HORS CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS)

Les prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs), dont la valeur comptable au 30 juin 2017 s'élève à 871,8 millions d'euros.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés utilisé par le Groupe dans le cadre de sa gestion des risques, comporte principalement des *swaps* de taux et de change, ainsi que des achats et ventes à terme de devises. Il est comptabilisé à sa

juste valeur au 30 juin 2017 pour 214,3 millions d'euros. La juste valeur de la quasi-totalité de ces contrats est déterminée à l'aide de modèles internes de valorisation basés sur des données observables. Ces instruments sont présentés en niveau 2.

ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, dont le montant au 30 juin 2017 s'élève à 59,2 millions d'euros sont considérés de niveau 2. En effet, leur juste valeur est déterminée à partir de données observables.

8.5.2 Passifs financiers

La juste valeur des dettes financières et des instruments financiers positionnés au passif se répartit de la manière suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

(en millions d'euros)	30 juin 2017				31 décembre 2016			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes financières	12 614,0	7 479,7	5 134,3	-	12 404,3	6 556,4	5 847,9	-
Instruments financiers dérivés	221,4	-	221,4	-	108,4	-	108,4	-
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	14,9	-	14,9	-	40,8	-	40,8	-
Instruments financiers sur les matières premières	5,9	-	5,9	-	2,3	-	2,3	-
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments	200,6	-	200,6	-	65,3	-	65,3	-
TOTAL	12 835,4	7 479,7	5 355,7	-	12 512,7	6 556,4	5 956,3	-

DETTES FINANCIÈRES

Seuls les emprunts obligataires cotés émis par SUEZ sont présentés dans ce tableau en niveau 1. Les autres emprunts obligataires sont présentés dans ce tableau en niveau 2. La totalité de ces emprunts est évaluée notamment en tenant compte du risque de taux (composante taux d'intérêt) ; leur juste valeur est déterminée sur la base de données observables.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Se reporter à la description de la Note 8.5.1 pour justifier le niveau de juste valeur.

► 8.6 Compensation des instruments financiers dérivés actifs et passifs

Au 30 juin 2017, comme au 31 décembre 2016, le Groupe n'opère pas de compensation comptable de passifs financiers dans son état de situation financière. Par ailleurs, SUEZ souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs dans son état de situation financière. Ils entrent cependant dans le champ d'application des informations à fournir au titre d'IFRS 7 sur la compensation :

(en millions d'euros)	30 juin 2017				31 décembre 2016			
	Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières		Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Montant brut ^(a)	213,2	(215,6)	1,1	(5,8)	228,3	(106,1)	1,1	(2,3)
MONTANT APRÈS COMPENSATION	149,8	(152,2)	1,0	(5,7)	191,3	(69,1)	0,0	(1,2)

(a) Montant brut des actifs et passifs financiers comptabilisés.

NOTE 9 Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise principalement des dérivés pour couvrir son exposition aux risques de marché.

La politique de gestion des risques est décrite en Note 14 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2016.

► 9.1 Risques de marché

9.1.1 Risques de marché sur matières premières

9.1.1.1 OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe engage des opérations de couverture de flux de trésorerie (*cash flow hedge*) sur les carburants et l'électricité telles que définies par IAS 39, en utilisant les instruments dérivés proposés sur les marchés de gré à gré, qu'ils soient fermes ou optionnels, mais toujours réglés en cash. L'objectif du Groupe est de se prémunir contre les évolutions défavorables des prix de marché pouvant en particulier affecter ses coûts d'approvisionnement.

(en millions d'euros)	30 juin 2017				31 décembre 2016			
	Actifs		Passifs		Actifs		Passifs	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Couverture de flux de trésorerie	1,1	-	5,5	0,4	1,1	-	2,3	-
TOTAL	1,1	-	5,5	0,4	1,1	-	2,3	-

9.1.2 Risque de change

Par la diversification géographique de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change, c'est-à-dire que son état de situation financière et son compte de résultat sont sensibles aux variations des parités de change. Le risque de change comprend :

- le risque de transaction associé aux achats et ventes effectués par les sociétés du Groupe dans le cadre de leurs activités courantes ;
- le risque de transaction associé aux opérations de cessions et acquisitions ;
- le risque de juste valeur associé aux contrats de construction ;
- le risque de change associé aux actifs et passifs libellés en devises étrangères incluant les prêts et emprunts souscrits auprès des filiales ;
- le risque de consolidation qui naît lors de la consolidation des comptes des filiales ayant pour devise fonctionnelle une devise autre que l'euro.

Les filiales du Groupe opèrent principalement localement et dans leur devise, l'exposition du Groupe au risque de transaction associé aux achats et ventes est donc limitée.

Le risque de conversion est essentiellement concentré sur les participations détenues aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Chili et en Australie. En matière d'investissement dans des devises n'appartenant pas à la zone Euro, la politique de couverture du Groupe consiste à créer des passifs libellés

9.1.1.2 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS SUR MATIÈRES PREMIÈRES

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sur matières premières aux 30 juin 2017 et 31 décembre 2016 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

dans la devise des flux de trésorerie générés par ces actifs en fonction de différents indicateurs internes et externes.

Parmi les instruments de couverture utilisés, la souscription d'emprunts dans la devise considérée constitue la couverture la plus naturelle. Le Groupe utilise également des produits dérivés de change (*swaps* de change, *cross currency swaps*...) qui permettent de créer synthétiquement des dettes en devises.

L'analyse de sensibilité est établie sur la base de la situation de l'endettement financier net (y compris instruments financiers dérivés) et des dérivés qualifiés de couverture d'investissement net à la date de clôture. Au 30 juin 2017, il n'y a pas d'instrument qualifié de couverture d'investissement net.

Pour le risque de change, le calcul de sensibilité consiste à évaluer l'impact dans les comptes consolidés d'une variation de cours de change de plus ou moins 10 % par rapport au cours de clôture.

IMPACT SUR LE RÉSULTAT DU RISQUE DE CHANGE APRÈS PRISE EN COMPTE DES DÉRIVÉS DE CHANGE

Une variation des cours de change des devises contre euro n'a d'impact en résultat que sur les actifs et passifs libellés dans une autre devise que la devise de reporting des sociétés les portant à leur état de situation financière et dans la mesure où ces actifs et passifs n'ont pas été qualifiés de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro générerait un gain ou une perte de 4,6 millions d'euros.

IMPACT SUR LES CAPITAUX PROPRES APRÈS PRISE EN COMPTE DES DÉRIVÉS DE CHANGE

Au 30 juin 2017, il n'y a pas de passif financier (dettes et dérivés) qualifié de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro ne générerait donc pas d'impact négatif ou positif en capitaux propres au titre des couvertures d'investissement net.

9.1.3 Risque de taux d'intérêt

L'objectif du Groupe est de réduire son coût de financement en limitant l'impact des variations de taux d'intérêt sur son compte de résultat.

La politique du Groupe est d'opérer une diversification des références de taux de la dette nette entre taux fixe et taux variable. L'objectif est de disposer d'une répartition équilibrée entre les différentes références de taux à horizon moyen

terme (5 à 15 ans), la répartition pouvant évoluer en fonction du contexte de marché.

Ainsi, le Groupe a recours à des instruments de couverture (notamment à des *swaps*), afin de se protéger des augmentations de taux d'intérêt dans les devises dans lesquelles l'endettement a été souscrit.

En 2014 et 2015, afin de protéger les refinancements d'une partie de sa dette, le Groupe avait mis en place des couvertures de taux de maturité neuf ans avec des départs différés en 2018. Au 30 juin 2017 ces couvertures de taux étaient toujours actives.

9.1.3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS PAR TYPE DE TAUX

La ventilation par type de taux de l'encours des dettes financières et de l'endettement financier net avant et après prise en compte des instruments dérivés de couverture, est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Encours des dettes financières

(en %)	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	16 %	29 %	24 %	36 %
Fixe	75 %	60 %	66 %	54 %
Fixe indexé à l'inflation	9 %	11 %	10 %	10 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

Endettement financier net

(en %)	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	- 36 %	- 17 %	- 7 %	+ 11 %
Fixe	122 %	99 %	94 %	76 %
Fixe indexé à l'inflation	14 %	18 %	13 %	13 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

La dette indexée à l'inflation correspond exclusivement à des titres émis par Aguas Andinas au Chili. Il s'agit d'emprunts obligataires à taux fixe en Unidad de Fomento (unité monétaire chilienne ajustée de l'inflation).

9.1.3.2 ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de l'endettement net (y compris instruments financiers ayant une composante de taux d'intérêt) à la date de clôture.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité consiste à calculer l'impact d'une variation des taux de plus ou moins 1 % par rapport aux taux d'intérêt en vigueur à la date de clôture.

Impact sur le résultat après prise en compte des dérivés de taux

Une variation de plus ou moins 1 % des taux d'intérêt court terme (uniforme pour toutes les devises) sur le nominal de la dette nette à taux variable, y compris la dette indexée à l'inflation, et les jambes à taux variable des dérivés, générerait sur la charge nette d'intérêt, une perte ou un gain de 0,7 millions d'euros.

Une augmentation de 1 % des taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, en compte de résultat, une perte de 1,2 million d'euros liée à la variation de juste valeur des dérivés non documentés. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt générerait a contrario un gain de 1,3 million d'euros.

Impact sur les capitaux propres après prise en compte des dérivés de taux

Une augmentation de 1 % de l'ensemble des courbes de taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, sur les capitaux propres, un gain de 27,7 millions d'euros lié à la variation de juste valeur des dérivés documentés en couverture de flux de trésorerie comptabilisée dans les états de situations financières. *A contrario*, une diminution de 1 % générerait une perte de 31,2 millions d'euros. La dissymétrie de l'impact est liée au faible niveau des taux court terme (inférieurs à 1 %) applicables à un certain nombre d'actifs et passifs financiers.

► 9.2 Risque de contrepartie

Le Groupe est exposé, par ses activités opérationnelles et financières, aux risques de défaillance de ses contreparties (clients, fournisseurs, intermédiaires, banques) lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

9.2.1 Activités opérationnelles

L'encours brut des créances clients et autres débiteurs dont l'échéance est dépassée est analysé ci-après :

Clients et autres débiteurs (en millions d'euros)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés ^(a)	Actifs non dépréciés non échus	Total
	0-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Au 30 juin 2017	260,6	38,3	43,2	342,1	400,8	3 926,7	4 669,6
Au 31 décembre 2016	225,6	40,0	47,4	313,0	450,1	3 595,0	4 358,1

(a) Cet agrégat correspond à la valeur nominale des créances clients et autres débiteurs qui font l'objet d'une dépréciation partielle ou totale.

Le Groupe estime n'être exposé à aucun risque significatif en termes de concentration de crédit compte tenu de la diversité de son portefeuille clients.

9.2.2 Activités financières**RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI (HORS CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS)**

L'encours brut des prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs) dont l'échéance est dépassée est analysé ci-après :

Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs) (en millions d'euros)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés ^(a)	Actifs non dépréciés non échus	Total
	0-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Au 30 juin 2017	-	-	0,3	0,3	201,3	762,7	964,3
Au 31 décembre 2016	-	-	0,5	0,5	201,3	848,6	1 050,4

(a) Cet agrégat correspond à la valeur nominale des prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs) qui font l'objet d'une dépréciation partielle ou totale.

L'encours des prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs) ne comprend pas les éléments de perte de valeur et de coût amorti pour respectivement - 93,2 millions d'euros et + 0,7 million d'euros au 30 juin 2017. L'évolution des prêts et créances au coût amorti est présentée en Note 8.1.

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENT ET À L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie sur le placement de ses excédents (trésorerie et équivalents de trésorerie) et au travers de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Dans le cas des instruments financiers, ce risque correspond à la juste valeur positive.

Le Groupe place la majorité de ses excédents de trésorerie et négocie ses instruments financiers de couverture avec des contreparties de premier plan. Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de contrepartie, le Groupe a mis en place des procédures de gestion et de contrôle basées, d'une part sur l'habilitation des contreparties en fonction de leurs ratings externes, de leurs surfaces financières et d'éléments objectifs

de marché (*credit default swap*, capitalisation boursière), et d'autre part sur la définition de limites de risques.

Au 30 juin 2017, les postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » ainsi que les instruments financiers dérivés actifs sont les postes les plus significatifs soumis au risque de contrepartie. La décomposition des contreparties par type de notation sur ces postes est la suivante :

Risque de contrepartie lié aux activités de placement	30 juin 2017				31 décembre 2016			
	Total	Investment Grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non Investment Grade ^(b)	Total	Investment Grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non Investment Grade ^(b)
Exposition aux contreparties	4 359,1	96 %	3 %	1 %	3 094,1	93 %	6 %	1 %

(a) Contreparties dont la notation minimale est BBB- chez Standard & Poor's ou Baa3 chez Moody's.

(b) L'essentiel de ces deux expositions est porté par des sociétés consolidées dans lesquelles existent des intérêts minoritaires ou par des sociétés du Groupe opérant dans des pays émergents, où la trésorerie n'est pas centralisable et est donc placée localement.

► 9.3 Risque de liquidité

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe pourrait être exposé à un risque de manque de liquidités l'empêchant de faire face à ses engagements contractuels.

La politique de financement du Groupe s'appuie sur les principes suivants :

- diversification des sources de financements entre le marché bancaire et le marché des capitaux ;
- profil de remboursement équilibré des dettes financières.

Au 30 juin 2017, le Groupe bénéficie d'une trésorerie active de 4 359,1 millions d'euros, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie pour 4 114,9 millions d'euros, des actifs financiers à la juste valeur par résultat pour 59,2 millions d'euros, et des instruments financiers dérivés relatifs à la dette et enregistrés à l'actif pour 185,0 millions d'euros. La quasi-totalité des excédents est investie en dépôts bancaires court terme et en comptes rémunérés.

De plus, le Groupe dispose spécifiquement au 30 juin 2017 de facilités de crédit confirmées, pour un montant total de 2 911,9 millions d'euros dont 85,2 millions d'euros tirées ; les facilités de crédit non tirées atteignent donc 2 826,7 millions d'euros, dont 825,1 millions d'euros arriveront à échéance avant le 30 juin 2018. Le montant des facilités de crédit non tirées inclut une ligne de crédit confirmée de 758,8 millions de dollars américains dédiée à l'acquisition de GE Water & Process Technologies.

91 % des lignes de crédit totales et 93 % des lignes non tirées sont centralisées. Hors la facilité de crédit dédiée à l'acquisition de GE Water & Process Technologies mentionnée ci-dessus, ces pourcentages sont respectivement de 88 % et 91 %. Aucune de ces lignes centralisées ne contient de clause de défaut liée à des ratios financiers ou à des niveaux de notation.

Au 30 juin 2017, les ressources bancaires représentent 8,0 % de l'encours des dettes financières (hors découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie, car ces éléments ne constituent pas une source de financement pérenne). Les financements par les marchés de capitaux (emprunts obligataires pour 87,0 % et billets de trésorerie pour 1,6 %) représentent 88,6 % de l'encours des dettes financières (hors découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie).

La trésorerie disponible, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (4 114,9 millions d'euros) et des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (59,2 millions d'euros), nets des découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie (916,2 millions d'euros), s'élève à 3 257,9 millions d'euros au 30 juin 2017.

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement pour les principaux investissements qu'il envisage seront assurés par sa trésorerie disponible, les cessions de titres d'OPCVM détenus à des fins de transaction, ses flux de trésorerie futurs issus des activités opérationnelles et l'utilisation éventuelle des facilités de crédit dont il bénéficie ou le recours aux marchés de capitaux dans les limites autorisées par le Conseil d'Administration.

Au 30 juin 2017, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité et par nature sont les suivants :

(en millions d'euros)	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Au-delà de 5 ans
Emprunts obligataires	8 922,7	200,6	209,8	843,7	465,2	1 023,6	6 179,8
Billets de trésorerie	165,0	165,0	-	-	-	-	-
Tirages sur facilités de crédit	85,2	45,3	2,8	21,7	-	15,4	-
Emprunts sur location-financement	180,9	24,8	75,6	35,3	15,9	8,3	21,0
Autres emprunts bancaires	733,6	77,4	263,0	159,2	88,5	61,0	84,5
Autres emprunts	171,9	58,3	10,8	15,9	7,5	6,7	72,7
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	916,2	916,2	-	-	-	-	-
Encours des dettes financières	11 175,5	1 487,6	562,0	1 075,8	577,1	1 115,0	6 358,0
Actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat	(59,2)	(59,2)	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 114,9)	(4 114,9)	-	-	-	-	-
Endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	7 001,4	(2 686,5)	562,0	1 075,8	577,1	1 115,0	6 358,0

Au 30 juin 2017, les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité sont les suivants :

(en millions d'euros)	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Au-delà de 5 ans
Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières	2 336,9	130,0	312,8	301,0	233,9	227,1	1 132,1

Au 30 juin 2017, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dérivés (hors matières premières) enregistrés au passif et à l'actif par date de maturité sont les suivants (montants nets) :

(en millions d'euros)	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Au-delà de 5 ans
Dérivés (hors matières premières)	14,0	(122,4)	63,5	34,8	19,9	20,1	(1,9)

Afin de refléter au mieux la réalité économique des opérations, les flux liés aux dérivés enregistrés au passif et à l'actif présentés ci-dessus correspondent à des positions nettes. Par ailleurs, les valeurs présentées ci-dessus sont de signe positif dans le cas d'un passif, et de signe négatif dans le cas d'un actif.

Les facilités de crédit confirmées non utilisées ont les échéances suivantes :

(en millions d'euros)	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Au-delà de 5 ans
Facilités de crédit confirmées non utilisées	2 826,7	63,0	784,1	139,9	165,9	1 593,8	80,0

Au 30 juin 2017, hors la facilité de crédit dédiée à l'acquisition de GE Water & Process Technologies mentionnée ci-dessus, aucune contrepartie ne représentait plus de 13 % des programmes de lignes de crédit confirmées non tirées.

NOTE 10 Participations ne donnant pas le contrôle

La contribution du groupe Agbar au poste « Participations ne donnant pas le contrôle » s'élève à 1 058,7 millions d'euros sur un total de 1 783,8 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 164,2 millions d'euros sur un total de 1 869,9 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Dans le total de la contribution d'Agbar de 1 058,7 millions d'euros, 678,5 millions d'euros proviennent d'Agguas Andinas au 30 juin 2017.

SUEZ consolide le groupe Agbar par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 100 % au 30 juin 2017.

Le groupe Agbar consolide la société holding chilienne IAM par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 56,6 %.

La société IAM consolide la société opérationnelle chilienne Aguas Andinas par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50,1 %.

La société Aguas Andinas est donc consolidée au sein du groupe SUEZ par intégration globale au taux d'intérêt de 28,4 %.

IAM et Aguas Andinas sont toutes deux des entités cotées à la Bourse de Santiago de Chile (Chili).

Les informations résumées d'Agguas Andinas (à 100 %) sont présentées ci-dessous.

Elles sont extraites des données publiées par la société.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2017 ^(a)	31 déc. 2016
Actifs non courants	2 270,3	2 259,4
Actifs courants	266,1	258,7
<i>dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	74,1	92,2
TOTAL ACTIF	2 536,4	2 518,1
Capitaux propres part du Groupe	975,6	901,3
Participations ne donnant pas le contrôle	76,6	74,9
Total capitaux propres	1 052,2	976,2
Passifs non courants	1 252,7	1 240,7
Passifs courants	231,5	301,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	2 536,4	2 518,1
Taux de change clôture CLP/EUR	702,1	703,6

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2017 du Groupe, les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2017 du groupe Aguas Andinas n'ont pas encore été publiés.

L'état de situation financière résumé au 31 mars 2017 est extrait des données publiées (non auditées) les plus récentes.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2017 ^(a)	31 mars 2016
Chiffre d'affaires	209,1	180,1
Résultat opérationnel courant	111,8	96,5
Résultat net part du Groupe	72,9	62,5
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8
Résultat net	74,5	64,3
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global de l'exercice	74,5	64,3
Taux de change moyen CLP/EUR	697,8	772,3

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2017 du Groupe, les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2017 du groupe Aguas Andinas n'ont pas encore été publiés.

Le compte de résultat résumé au 31 mars 2017 est extrait des données publiées (non auditées) les plus récentes.

Dividendes versés (à 100 %)

(en millions d'euros)

	Au titre de 2016	Au titre de 2015
Dividendes versés par Aguas Andinas au 30 juin	126,8	52,5

Par ailleurs, les 42 % de participations ne donnant pas le contrôle dans les entités constituant SUEZ NWS, en Chine et à Hong-Kong, représentent 417,1 millions d'euros au 30 juin 2017.

NOTE 11 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises pour excédent	Variations de périmètre	Variation liée à la désactualisation ^(a)	Écarts de change	Autres	30 juin 2017
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	801,1	16,8	(35,3)	(0,2)	(2,9)	8,2	(20,0)	(14,4)	753,3
Risques sectoriels	88,5	2,8	(4,0)	-	-	-	-	10,4	97,7
Garantie	20,4	5,4	(1,1)	-	-	-	(0,1)	(3,7)	20,9
Risques fiscaux, autres litiges et réclamations	134,1	11,1	(41,7)	(1,9)	(1,7)	-	(0,7)	(0,2)	99,0
Reconstitution de sites	567,0	16,9	(18,7)	-	-	10,0	(5,8)	(0,3)	569,1
Restructurations	46,9	69,8	(25,7)	(0,6)	-	-	(0,6)	5,0	94,8
Autres risques ^(b)	421,5	30,4	(57,6)	(1,3)	-	4,0	(5,3)	9,5	401,2
TOTAL PROVISIONS	2 079,5	153,2	(184,1)	(4,0)	(4,6)	22,2	(32,5)	6,3	2 036,0

(a) L'effet de désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme correspond à la charge d'intérêts calculée sur le montant net des engagements de retraite et de la juste valeur des actifs de couverture, conformément à la norme IAS 19 révisée.

(b) Les provisions pour autres risques incluent une provision correspondant à la juste valeur des contrats déficitaires, pour un montant de 96 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 93,6 millions d'euros au 31 décembre 2016, suite à l'acquisition par SUEZ R&R Australia de WSN en 2010.

Sur le premier semestre 2017, la variation du total des provisions pour - 43,5 millions d'euros provient principalement :

- ▶ de l'augmentation des provisions pour restructurations pour + 47,9 millions d'euros correspondant principalement aux montants dus, relatifs au titre du plan de départ volontaire en France et encore non décaissés au 30 juin 2017 (voir Note 2.6) ;
- ▶ de la diminution des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme pour - 36 millions d'euros hors effets de change et de désactualisation notamment liés à des restructurations (fusions de sociétés, impact du plan de départs volontaires...) (voir Note 2.6) ;
- ▶ de la diminution des risques fiscaux, autres litiges et réclamations pour - 35,1 millions d'euros dont - 27,5 millions suite à l'extinction de litiges fiscaux en Espagne (voir Note 13) ;

- ▶ des effets de change pour - 32,5 millions d'euros, qui sont essentiellement générés par les filiales américaines ;
- ▶ de l'effet de désactualisation de la période pour + 22,2 millions d'euros liés aux provisions pour reconstitution de sites, aux provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi qu'aux provisions pour pertes à terminaison, classées en provisions pour autres risques.

Les flux de dotations, reprises et variations liées à la désactualisation présentés ci-dessus, sont ventilés de la façon suivante dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2017 :

(en millions d'euros)

	(Reprises)/Dotations nettes
Résultat des activités opérationnelles	(8,6)
Autres produits et charges financiers	22,2
Impôts	(26,3)
TOTAL	(12,7)

NOTE 12 Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire

Les montants comptabilisés au titre des paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire sont les suivants :

(en millions d'euros)	(Charge) de la période	
	30 juin 2017	30 juin 2016
Plans d'attribution d'actions de performance	(0,1)	(0,3)
Plans mondiaux d'attribution gratuite d'actions	(0,1)	(1,6)
Augmentations de capital réservées aux salariés ^(a)	(0,1)	(2,4)
Plans de rémunération à long terme ^(b)	10,5	(7,5)
TOTAL	10,2	(11,8)

(a) L'impact des Share Appreciation Rights est présenté après couverture par des warrants (soumis à la norme IAS 39). Avant couverture par des warrants, l'impact du premier semestre 2017 relatif aux augmentations de capital réservées aux salariés s'élève à - 0,2 million d'euros contre un produit de + 0,2 million d'euros au premier semestre 2016.

(b) En 2017, cette ligne comprend une reprise de provision pour 15,2 millions d'euros, relative au plan de 2014 dont la période d'attribution est échue. Cette reprise de provision est la contrepartie du montant versé aux bénéficiaires présenté dans les frais de personnel.

Ces charges sont comptabilisées conformément aux dispositions d'IFRS 2 et d'IAS 19 révisé.

Toutes les opérations et attributions antérieures à 2017 sont décrites dans la Note 23 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2016 du Document de Référence de SUEZ.

NOTE 13 Procédures judiciaires et d'arbitrage

► 13.1 Litiges et arbitrages

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays. Des provisions sont constituées au titre de ces litiges et arbitrages lorsqu'il existe une obligation (légale, contractuelle ou implicite) envers un tiers à la date de clôture, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de cette sortie de ressources peut être estimé avec une fiabilité suffisante. Le montant des provisions constituées à ce titre au 30 juin 2017 s'élève à 99 millions d'euros (hors litiges argentins).

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Litiges argentins

En Argentine, les tarifs applicables aux contrats de concession ont été bloqués par une loi d'urgence publique et de réforme du régime des changes (Loi d'Urgence) en janvier 2002 empêchant ainsi l'application des clauses contractuelles d'indexation des tarifs en cas de dépréciation du peso argentin par rapport au dollar américain.

En 2003, SUEZ – désormais ENGIE – et ses coactionnaires, concessionnaires des eaux de Buenos Aires et de Santa Fe ont entamé des procédures d'arbitrage contre l'État argentin en sa qualité de concédant, dans le but de faire appliquer les clauses contractuelles des contrats de concession devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) conformément aux traités bilatéraux de protection des investissements.

Ces procédures d'arbitrage CIRDI visent à obtenir des indemnités pour compenser la perte de valeur des investissements consentis depuis le début de la concession, suite aux mesures adoptées par l'Argentine après la promulgation de la Loi d'Urgence susmentionnée. Le CIRDI a reconnu sa compétence pour statuer dans les deux affaires en 2006. Parallèlement aux procédures CIRDI, les sociétés concessionnaires Aguas Argentinas et Aguas Provinciales de Santa Fe se sont vues contraintes d'entamer des procédures de résiliation de leur contrat de concession devant les juridictions administratives locales.

Toutefois, la situation financière des sociétés concessionnaires s'étant dégradée depuis la Loi d'Urgence, la société Aguas Provinciales de Santa Fe a annoncé sa mise en liquidation judiciaire lors de son Assemblée Générale du 13 janvier 2006.

Parallèlement, la société Aguas Argentinas a demandé à bénéficier du « Concurso Preventivo » (comparable à la procédure française de redressement judiciaire). Dans le cadre

de cette procédure de redressement judiciaire, une proposition concordataire opérant novation du passif admissible de la société Aguas Argentinas a reçu l'approbation des créanciers et a été homologuée par le juge de la faillite le 11 avril 2008. La proposition prévoyait un premier paiement de 20 % (soit l'équivalent d'environ 40 millions de dollars américains) lors de l'homologation et un second paiement de 20 % en cas d'indemnisation par l'État argentin. ENGIE et Agbar, en tant qu'actionnaires de contrôle, ont décidé de soutenir financièrement Aguas Argentinas pour faire face à ce premier paiement et ont versé respectivement, lors de l'homologation, la somme de 6,1 et 3,8 millions de dollars américains.

Par deux décisions datées du 30 juillet 2010, le CIRDI a reconnu la responsabilité de l'État argentin dans la résiliation des contrats de concession d'eau et d'assainissement de Buenos Aires et de Santa Fe. Par ailleurs, en juin 2011, le CIRDI a procédé à la nomination d'un expert afin d'évaluer de manière définitive le montant de la réparation au titre des préjudices subis. Les rapports portant sur les concessions de Buenos Aires et de Santa Fe ont été remis par l'expert au CIRDI respectivement en septembre 2013 et en avril 2014.

Concernant la concession de Buenos Aires, le CIRDI a rendu sa décision le 9 avril 2015, qui condamne la République Argentine à verser 405 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Argentinas en réparation du préjudice subi (dont 367 millions de dollars américains à SUEZ et ses filiales). Début août 2015, cette décision a fait l'objet d'un recours en nullité de la part de la République argentine devant un comité *ad hoc* du CIRDI. Ce recours a été rejeté en mai 2017, rendant la décision du CIRDI définitive.

Concernant la concession de Santa Fé, le CIRDI a condamné la République Argentine, par une décision du 4 décembre 2015, à verser 225 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Provinciales de Santa Fé au titre de la résiliation du contrat de concession, l'intégralité de ce montant revenant ainsi à SUEZ et ses filiales. La République argentine a introduit un recours en nullité devant un comité *ad hoc* du CIRDI en septembre 2016. Une décision est attendue au plus tôt à la fin de l'exercice 2017.

Le Groupe estime que les provisions relatives à ces litiges, constituées pour couvrir les frais de procédure, telles qu'elles sont comptabilisées dans les comptes, sont appropriées.

► 13.2 Litiges en matière fiscale

Sociedad General de Aguas de Barcelona

Agbar a fait l'objet de plusieurs contrôles fiscaux essentiellement en matière d'impôt sur les sociétés.

Agbar a reçu une notification de redressements portant sur les exercices 1999 à 2001. De plus, en mai 2009, Agbar a été notifiée au titre des exercices 2002 à 2004 d'un redressement de 60,5 millions d'euros sans pénalités de retard.

La société a contesté en justice ces redressements motivés, pour chaque période vérifiée, de façon analogue par l'administration fiscale. En effet, elle considère que les arguments de cette dernière ne sont pas fondés.

- Concernant les redressements notifiés au titre des années 1999 à 2001 :

En décembre 2016, seuls restaient en litige des intérêts de retard pour un montant de 9 millions d'euros qui avaient fait l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif central. La décision de ce dernier était défavorable à Agbar. La société a analysé la possibilité de présenter un recours devant la Cour d'Appel, qui n'a pas été présenté finalement considérant qu'il n'y avait pas d'argument pour ce faire, la résolution est donc devenue ferme, Agbar a payé le montant de ces intérêts de retard et la procédure est donc désormais définitivement achevée.

- Concernant les redressements notifiés au titre des années 2002 à 2004 :

En juin 2009, Agbar avait saisi le tribunal administratif afin de contester les redressements effectués au titre des exercices 2002 à 2004. En juin 2012, le tribunal avait rendu une décision partiellement favorable à Agbar.

En conséquence, Agbar a introduit une requête devant la Cour d'Appel concernant les éléments sur lesquels la société n'avait pas obtenu une décision favorable du tribunal administratif.

En juillet 2015, Agbar, ayant reçu une décision partiellement favorable de la Cour d'Appel, avait introduit un recours en Cassation devant la Cour Suprême.

La société a reçu, au début de l'année 2017, la résolution de la Cour Suprême, qui rejette les arguments de prescription que la société avait présentés. Cette résolution est ferme et irrévocable et l'Administration a procédé à son exécution. Agbar a payé un montant de 18,5 MEUR en 2017, mettant ainsi fin à la procédure litigieuse.

NOTE 14 Transactions avec des parties liées

L'objet de cette note est de présenter les transactions qui existent entre le Groupe et ses parties liées, au sens de la norme IAS 24. S'agissant d'une clôture intermédiaire, les transactions avec les principaux dirigeants ne seront pas détaillées dans la présente note.

Par ailleurs, seules les opérations significatives sont décrites ci-dessous.

► 14.1 Transactions avec le groupe ENGIE

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2016
Transactions avec la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	1,2	(0,9)	0,1
Dettes non financières	1,4	9,0	2,5
Créances non financières	0,1	0,4	0,3
Créances au coût amorti ^(a)	15,7	16,3	19,5
Transactions avec les sociétés liées à la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	0,1	8,2	2,7
Créances non financières	23,0	26,9	26,1
Dettes non financières	0,7	1,0	1,4
En-cours dettes financières hors instruments financiers	0,9	1,0	1,1
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières (Passif)	2,8	0,1	1,8

(a) Se reporter à la Note 2.2.1 du chapitre 20 du Document de Référence SUEZ 2009 – Contrat synthétique argentin.

► 14.2 Transactions réalisées avec les activités conjointes, les coentreprises et les sociétés associées

14.2.1 Activités conjointes

Le Groupe détient un compte courant de 301 millions d'euros envers l'activité conjointe qui était en charge de la construction de l'usine de dessalement près de Melbourne (Australie). Cette entité est consolidée à 35 %. Ainsi, la part « hors Groupe » de 196 millions d'euros est enregistrée à l'actif de l'état de situation financière consolidé du Groupe.

14.2.2 Coentreprises et sociétés associées

Au 30 juin 2017, le Groupe prête un montant total de 35,7 millions d'euros à des coentreprises dans les métiers de l'eau en Europe. Par ailleurs, le Groupe prête aussi 94,4 millions d'euros à des sociétés associées en charge de la mise en service et de l'exploitation d'incinérateurs au Royaume-Uni.

NOTE 15 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel **6**

Paris, le 26 juillet 2017

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés du premier semestre 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Louis Chaussade
Directeur Général
SUEZ

7 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société SUEZ, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 26 juillet 2017

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

Dominique Muller

ERNST & YOUNG et Autres

Achour Messas

Stéphane Pedron

Jean-Pierre Letartre



+ 33 (0)1 53 45 19 00

SUEZ

Société anonyme au capital
de 2 453 538 196 euros
Tour CB21 — 16, place de l'Iris
92040 Paris La Défense Cedex
tél. +33 (0)1 58 81 20 00
fax +33 (0)1 58 81 25 00
433 466 570 R.C.S. NANTERRE
www.suez.fr

prêts pour la révolution de la ressource 